

--

Ceci est de la libre expression utilisant un carnet d'adresses à caractère personnel, sans lien avec une activité professionnelle ou commerciale, et n'est donc pas concerné par le RGPD (article 18 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey
site Internet : <https://jj-pat-rey.com/>
sous-domaine
<https://stats-au-monde.jj-pat-rey.com/>

La réflexion d'actualité :

Ici à Brest, bonne résolution: la "nouvelle saison" commence, je n'ai pas désarmé: loin de là et en voici la preuve, près de l'océan, ce n'est déjà plus "*Le Silence de la Mer*" !
;-))

JJPR

Incidentement, pour ceux qui ont le temps, nouvelles publications littéraires 2024 par :
jj-pat-rey.com/JJ-REY_NEO/sommaire-nouvelles-publications.html

Sommaire :

Accès direct en ligne au numéro le plus récent de l'Internet-Tribune-Libre :
jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/affichage/index.html
et pour toutes les années (de 2004 à 2025) par :
jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html
([Avec les illustrations en prime et une version PDF : innovation 2023 !](#))

- LES GERMES D'UNE CRISE MORALE
par Jean-Jacques REY

- QU'EST-CE QUE LE MUSKISME ?
par Rogue ESR

- COURAGE MORAL ET LÂCHETÉ MORALE : DES LEÇONS VENANT DE PALESTINE
par Mazin QUMSIYEH

- L'EUROPE À L'ÉPREUVE DE SES PRINCIPES

par "Juives et juifs pour le respect des droits du peuple palestinien"

- ISRAËL EST DEVENU UN DANGER POUR LES JUIFS DU MONDE ENTIER

par Amira HASS

LES GERMES D'UNE CRISE MORALE

Il y a tous ces imbéciles dans les médias grand public qui ont une prédilection à chercher le sensationnel pour attirer l'attention et donc faire de l'audimat, et par la même occasion, ces gens se plaisent à semer le trouble dans les esprits pour se rendre intéressants. Plus ou moins inconsciemment, ils favorisent ainsi la propagation des **idées d'extrême droite qui en général se nourrissent des peurs**: celles circulant en particulier chez les simplistes ; la France ne faisant pas exception à la règle (ce qui nous a valu quelques tristes expériences naguère dans notre destin national...) Après on viendra pleurer (ou rire) de **la ruine morale du pays...** "Maréchal, nous voilà!": égal chef d'œuvre en péril !

Tout ce monde médiatique, en premier lieu celui de la presse-édition, est basé sur un profit anachronique et n'en finit pas de mourir. Plus globalement, c'est **toute l'industrie culturelle qui est concernée**. Je dirai même que nous avons affaire à un système de "voleurs", dépossédant de leur travail contre des miettes les créateurs culturels (y compris les journalistes), au moyen de biais juridiques, de capital (financier) et de propriété des outils de diffusion et d'industrie. Ce système injuste est en train de voler en éclat et avec lui, quelque arrogance et prétentions. D'ailleurs sans l'appui des politiques en majorité, cela serait déjà fait. Il faut dire qu'il y a des intérêts convergents en jeu... (Autre questionnement sur les dites "élites" : toujours concernant des vues de domination) !

Seul, le revenu garanti pour les créateurs (qui leur soit versé directement) peut nous sortir de cette impasse (on peut faire d'ailleurs un parallèle avec les producteurs du monde agricole) et, **plus généralement, est pertinent, un revenu d'existence pour chacun-e de la communauté humaine sur Terre.**

Compte tenu des évolutions technologiques qui ne cessent de s'accélérer (comme la dite "I.A."), cela serait un salut et l'éviction des intermédiaires

souvent véreux (et coûteux).

Quelque part, c'est la fin du capitalisme qui s'annonce, lui qui n'est que la poursuite de l'esclavagisme en plus "soft" ; et encore, à y regarder de plus près, pas tant que ça, car la férocité des prédateurs économiques est légendaire !

Tout tortillement d'esprit pour sauver ce système du capitalisme, dominant par défaut, est une perte de temps. C'est comme les mutations nécessaires face au réchauffement climatique... Les vues bourgeoises, étriquées, cupides, basement égoïstes, pour sauver ce qui ne peut l'être, sont largement dépassées. L'ordre ancien s'évanouit petit à petit ; à nous de faire en sorte qu'il ne soit pas remplacé par le règne des "monstres", et les jeunes générations ont une sacrée responsabilité à ce niveau-là.

Ce n'est pas parce que l'on a peur de la peste, que l'on doit choisir, le choléra: qu'ils aillent au diable tous les deux pour résumer !

Depuis des décennies, ces néolibéraux et centristes qui gouvernent la France par défaut (dans tous les sens du terme) n'ont eu de cesse d'affaiblir l'Etat en diminuant ses recettes et après ils crient à la "Dette" ! Qui plus est, ils ont dans l'idée et même l'obsession de **démolir notre modèle social**, hérité de la Résistance à l'oppresseur. **Plus que d'idéologie, il s'agit de trahison d'Etat...** Qu'on ne vienne pas parler de défense de la démocratie devenue démocrature !

D'ailleurs, je n'ai aucune confiance dans des gens qui ont inventé le "*passport sanitaire*"...

D'autre part, recherchant avec ostentation des boucs émissaires, les droitistes apeurés et leurs extrêmes se veulent toujours du côté du "boucher" ; encore se trompent-ils souvent sur la qualité du "bétail"! Ils sont toujours les premiers à accabler les faibles et lécher les bottes des puissants. Ainsi en est-il de leurs vues "nationales" qui insultent l'intelligence commune et par ricochet les valeurs justes et humaines. Par conséquent, ces gens abaissent plutôt qu'ils ne le rehaussent, le prestige de la France dans le monde entier. Nous devons le réaliser.

Pour en finir, je dirai que toute idéologie basée sur le profit est condamnable, surtout quand il s'agit de profit artificiel et stérile. Alors faisons sauter la mine !

Jean-Jacques REY

ji-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html

- En six articles -
Grand questionnement sur les valeurs néolibérales

Les "valeurs" libérales sont un leurre : la liberté est menacée partout

Par Joseph Stiglitz ; publié le 18/01/2025 par Olivier Berruyer

elucid.media/economie/les-valeurs-liberales-sont-un-leurre-la-liberte-est-menacee-partout-joseph-stiglitz

[***Joseph E. Stiglitz** est un économiste américain, lauréat du prix Nobel d'économie avec George Akerlof et Michael Spence en 2001 « pour leurs travaux sur les marchés avec asymétrie d'information. ». Il est l'un des fondateurs et des représentants les plus connus de la « nouvelle économie keynésienne ». Il acquiert sa notoriété populaire à la suite de ses violentes critiques envers le FMI et la Banque mondiale, émises peu après son départ de la Banque mondiale en 2000, alors qu'il y est économiste en chef. Il est une figure incontournable de la pensée économique, et l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels « *Le Prix de l'inégalité* » et tout récemment « *Les routes de la liberté* », publiés aux éditions *Les liens qui libèrent*. Il s'impose comme étant un grand théoricien et fait siens des sujets comme les causes et conséquences des inégalités, la persistance du chômage, la fréquence des crises financières. Stiglitz enseigne actuellement dans la *Graduate School of Business* de l'université *Columbia* ; il est le rédacteur en chef du journal *The Economists' Voice* .../... Etc.]

Dans cette interview par Olivier Berruyer pour *Élucid*, Joseph Stiglitz montre que **le libéralisme et le néolibéralisme n'ont pas grand-chose à voir avec l'idéal de liberté qu'ils prétendent réaliser**. Ce système néolibéral est en réalité profondément injuste, inégalitaire, et **incite à la constitution de grands monopoles préjudiciables au bon fonctionnement de nos économies**. Plus encore, alors que le libéralisme promettait d'emporter avec lui une libération politique, **il a en réalité encouragé de nombreuses dérives autoritaires partout dans le monde**. .../...

Alors dans votre livre, vous essayez d'interroger la notion de « liberté » qui a été en quelque sorte confisquée par le modèle néolibéral dominant. **La liberté est devenue le prétexte pour rendre tabou toute forme de**

régulation. Mais, est-ce qu'on est vraiment libre dans ce modèle capitaliste néolibéral ?

Joseph Stiglitz : Le néolibéralisme a tenté de prétendre qu'il était libérateur. « Néo » signifie nouveau, « libéralisme » fait référence à la libération, mais en définitive il n'a procuré aucune liberté, ni économique, ni politique. L'une des idées les plus importantes dans ce livre est le fait que la liberté de l'un est l'absence de liberté de l'autre. Je cite Isaiah Berlin, lorsqu'il remarquait que **la liberté pour les loups équivaut à la mort pour les moutons**.

Le néolibéralisme a donné aux banques la liberté d'exploiter les gens ordinaires. Il a donné aux cigarettiers la liberté de tuer, de fabriquer un produit qui a tué des gens ordinaires, sans avoir à l'ébruiter. Il a donné aux compagnies pétrolières la liberté de polluer, et cette pollution est en train de tuer toute la planète. Son objectif n'a jamais été de libérer tout le monde au sein de la société, mais de déchaîner les loups, de permettre aux grandes entreprises de s'en prendre au reste de la société, de s'enrichir aux dépens du reste de la société. Ce que je tente de faire, au travers de ce livre, c'est procurer une alternative qui parviendrait à réellement accroître la liberté de la majeure partie des citoyens, de façon significative, et d'expliquer ce qu'est une conception significative de la liberté.

.../...

Dans nombre de mes travaux, j'ai expliqué pourquoi *la main invisible* – ce concept qui énonce que la poursuite de l'intérêt personnel conduira naturellement, comme par l'effet d'une main invisible, au bien-être de toute la société – pourquoi la main invisible est invisible : parce qu'elle n'existe pas. Et ça devrait être évident. La poursuite de l'intérêt personnel, l'avarice, conduisent aux crises financières. La poursuite de l'intérêt personnel conduit à la pollution. La poursuite de l'intérêt personnel conduit aux cigarettiers, aux entreprises de l'agro-alimentaire qui empoisonnent la population, qui nous ont conduits, aux États-Unis, à une épidémie de diabète infantile. Il nous a conduit aux compagnies pharmaceutiques qui sont responsables de la crise des opioïdes. Oui, cette main visible peut nous entraîner vers des issues désastreuses pour la société. Je vais vous expliquer pourquoi.

Il y a deux façons de faire du profit. D'une part, l'idée évoquée par Smith est que la poursuite du bénéfice peut conduire à de nouvelles innovations, qui font baisser les coûts de production. Ça, c'est une bonne chose. Mais il y a une autre façon d'accroître son profit, et c'est l'exploitation. L'exploitation au travers du pouvoir de marché, l'exploitation au travers de l'ascendant pris sur les individus en utilisant leurs vulnérabilités, en utilisant l'imperfection de l'information, les asymétries de l'information, qui sont un sujet sur lequel j'ai beaucoup écrit. Et malheureusement, il est très facile de s'enrichir grâce à l'exploitation. C'est pour cela que nos banques, nos cigarettiers, nos entreprises de l'agro-alimentaire y ont recours. Il y a toujours beaucoup d'innovation, bien sûr, mais une très, très large proportion de cet

enrichissement provient de l'exploitation et du pouvoir de marché. Et c'est là que le gouvernement doit intervenir, et doit interdire de s'enrichir en exploitant les faiblesses des consommateurs, des travailleurs, de l'environnement, de la communauté. Il convient de juguler le pouvoir du marché, de manière à ce qu'il se contente de remplir son rôle, à savoir promouvoir l'innovation et par conséquent la réduction des coûts de production. **Il est très attristant que les États-Unis aient élevé au poste de président un individu qui personifie cette logique d'exploitation.** L'Université Trump est un exemple d'université autoproclamée, qui a été conçue pour profiter des aspirations d'individus désirant améliorer leur niveau de vie et approfondir leur éducation. Son objectif était de profiter d'eux. Dans ce cas précis, le gouvernement est intervenu, les gens ont porté plainte. La Cour a estimé que le succès de l'Université Trump était dû à son mépris des lois et à son exploitation de ses clients. Et l'Université Trump a dû payer des millions de dollars d'amende.

Olivier Berruyer : On voit que la plupart des supposées « démocraties libérales » tombent les unes après les autres dans des dérives autoritaires. Et pourtant, on nous disait que la liberté économique allait entraîner la liberté politique. Qu'est-ce que vous en pensez ?

Joseph Stiglitz : **Friedman et Hayek**, qui sont ceux qui avaient avancé l'idée que la liberté économique était nécessaire et qu'en découlerait la liberté politique, étaient totalement à l'opposé de la réalité dans leur analyse. Ils se sont trompés sur la main invisible, sur l'efficacité des économies de marché, mais ils ont eu tout autant tort concernant ce lien entre liberté économique et liberté politique. En effet, ce marché sans entrave n'a pas conduit au bien-être de tous, mais plutôt, comme on l'a dit, à leur exploitation. On peut en conclure que la théorie de ruissellement ne fonctionne pas. Et le résultat est une forte insatisfaction. Le PIB continue à monter, mais dans le même temps, **les gens ordinaires voient leurs revenus stagner. Les plus pauvres voient même leurs revenus diminuer. Le désespoir s'est emparé d'une large part des États-Unis.**

Anne Case et Angus Deaton, un prix Nobel d'économie venant de Princeton, ont écrit un livre célèbre intitulé « *Morts de désespoir* », décrivant la façon dont ce désespoir a conduit à une chute de l'espérance de vie aux États-Unis. Mais ce même désespoir, cette même impression que le système ne fonctionne pas en leur faveur, a amené beaucoup de gens à se tourner vers le populisme autoritaire. Il est clair pour moi que le néolibéralisme nous a mis sur la route de l'asservissement. Ce sont Hayek et Friedman qui nous ont mis sur cette route vers l'autoritarisme. Et c'est ce qui explique le titre de mon livre, « *The Road to Freedom* ». Je voulais dire que ce qu'ils pensaient était faux. Ils s'inquiétaient du fait qu'un gouvernement trop puissant nous conduirait à l'autoritarisme, à l'asservissement, au servage. Mais ce qu'on observe aujourd'hui dans le monde, c'est que les pays où ce populisme autoritaire se développe ne

sont pas ceux où le gouvernement est très actif, comme en Scandinavie, mais dans des pays comme les États-Unis, où le gouvernement n'intervient pas assez et où il y a trop d'inégalités.

Olivier Berruyer : Oui et justement, une des raisons qui rend cette idée de liberté absurde dans notre modèle néolibéral, ce sont toutes les inégalités qu'il crée. Est-ce qu'un système qui comporte de telles inégalités économiques n'est pas voué à imploser ?

Joseph Stiglitz : J'ai écrit dans un de mes précédents livres, « *Le prix de l'inégalité* », que nous payons un prix social, politique et économique très élevé pour la masse d'inégalités que notre société génère. J'ai argué que les inégalités n'étaient même pas bonnes pour l'économie, que **les économies faisant face à trop d'inégalités ne pouvaient croître, n'étaient pas aussi performantes que celles où les inégalités sont plus rares**. Mais j'ai aussi dit que ces énormes inégalités économiques ont créé un terreau fertile pour les démagogues, et que l'un d'entre eux finirait par savoir en tirer profit. Et j'ai souligné qu'à travers le monde, il y a un large vivier potentiel de démagogues.

On ne peut pas prédire d'où ils vont émerger, on ne peut pas savoir qui se révélera en être un. Ainsi, **la problématique de protéger la liberté politique, ou au contraire de s'y attaquer, est très liée à la question des inégalités**. Et c'est pour ça que j'ai argué que toute société qui souhaite maintenir à la fois la liberté politique et la liberté économique se doit de limiter le niveau des inégalités, en termes de revenus comme en termes de patrimoine.

Olivier Berruyer : Alors justement, il y a une grande propagande économique à tous les niveaux, mais une des plus fondatrices en Occident est celle qui consiste à **rattacher les inégalités au mérite**. Les riches mériteraient leur richesse ; il serait injuste de les taxer. Les pauvres mériteraient d'être pauvres ; et donc il serait injuste de leur accorder des droits sociaux. Qu'est-ce que vous en pensez ?

Joseph Stiglitz : Oui, une des idées auxquelles je m'attaque dans mon dernier livre, et dans mon précédent livre, « *Le prix de l'inégalité* », est cette idée que les inégalités sont un résultat naturel, que les riches méritent leur sort, et que les pauvres méritent le leur. Je m'y attaque de différentes façons dans ce livre. Le premier point que je soulève est le fait que les inégalités sont des inégalités héritées. Quelqu'un qui hérite d'une fortune la mérite-t-il ? Peut-être que son père la méritait, a travaillé dur ; mais qu'a fait son enfant, à part naître sous le bon toit ? Parfois je taquine mes étudiants en leur disant « *Vous avez fait une grosse erreur, vous avez mal choisi vos parents ; si vous aviez mieux choisi, vous seriez riches* ». Mais bien entendu, on ne choisit pas ses parents. Et on hérite d'une situation non seulement quand on est riche, mais aussi quand on est pauvre.

Aux États-Unis, l'héritage de l'esclavage reste vivace. Ceux qui sont

arrivés dans ce pays, non pas de leur propre volonté, mais du fait de l'esclavage, ça n'a rien à voir avec une économie de marché. Par la force brute, enchaînés, ces gens ont été amenés ici, et maltraités pendant des centaines d'années, aux États-Unis, créant un héritage que nous devons toujours gérer de nos jours. Et je pense que nier la réalité de cet héritage est moralement une mauvaise chose. .../...

Et au niveau suivant de réflexion, vous réalisez que les revenus, les prix, les taux d'intérêt qui existent aujourd'hui même dans un environnement de compétition saine sont fixés en fonction de ceux qui détiennent le pouvoir d'achat. Mais **ce pouvoir d'achat est le résultat de l'exploitation passée.**

Il est donc impossible de dire que la distribution des revenus, de la richesse aujourd'hui, est le résultat de processus naturels. Il peut y avoir un facteur de mérite, mais il y a aussi d'importants facteurs d'exploitation, d'une façon ou d'une autre, hier ou aujourd'hui. La propriété est une construction sociale. Et le droit de propriété constitue une motivation puissante dans notre système. Si je fais le choix d'économiser, il faut que mes économies puissent me servir à quelque chose. Si on peut s'emparer de ma propriété, à quoi bon économiser et investir ? De ce fait, au moins une certaine forme de droit de propriété est nécessaire dans toute société. Mais la façon dont ce droit de propriété est défini dépend de ce qui, selon nous, fera fonctionner la société, et l'économie, correctement. .../...

À l'origine de ces chaînes de propriété, il y a bien souvent un vol. Et même si on préfère ne pas y penser, **une large part de la richesse de l'Europe provient de ce que les colonisateurs ont volé aux colonies. La richesse des États-Unis est fondée sur le vol des terres des peuples indigènes, des tribus amérindiennes qui se trouvaient là.** Le régime des droits de propriété peut déterminer si les ressources du sous-sol nous appartiennent à tous, ou si elles appartiennent à celui qui a la chance d'acheter un lopin de terre et y découvre du pétrole. Ce sont des choses que la société doit décider. Et, chose intéressante, la plupart des sociétés estiment que les ressources du sous-sol appartiennent à tous. Les États-Unis sont une des rares exceptions. Je pense que c'était une mauvaise décision de leur part.

Olivier Berruyer : Quelle vision avez-vous des élites politiques et médiatiques en Occident ? Vous semblent-elles conscientes des limites du néolibéralisme ?

Joseph Stiglitz : Je pense que certaines des élites occidentales sont conscientes des limites du néolibéralisme. J'ai eu de nombreuses conversations avec des dirigeants d'entreprise qui finissent par comprendre, souvent après des années de conversations que **le capitalisme néolibéral a ses limites.** Et ils plaident pour une meilleure redistribution, une meilleure régulation, une compétition plus saine, et ainsi de suite. Mais je pense que malheureusement, la plupart d'entre eux sont simplement motivés par le profit. Et ce qui m'inquiète vraiment, c'est que

tous ces nouveaux milliardaires sont encore pires. Ils essaient de déguiser leur avarice, leur intérêt personnel, sous le vocable de « *libertarianisme* ». Ou plutôt d'une valeur en particulier du libertarianisme, à savoir un gouvernement réduit. .../...

Budget : « On a une image totalement déformée de la dépense publique »

par Guillaume Bernard ; 25 avril 2025

basta.media/budget-on-a-une-image-totalement-deformee-de-la-depense-publique

[***Guillaume Bernard** : Journaliste indépendant qui écrit pour des sites d'informations alternatives comme *Rapports de force*, *EcomNews*, et le magazine *Sans Transition* ou le journal gratuit *A Rebrousse Poil*. Il a été au cœur d'une affaire judiciaire suite à son interpellation lors d'une manifestation des *Gilets Jaunes* le 12 octobre 2019. Il fut accusé à cette occasion de "rébellion" et de "jets de projectile" ; mais ces accusations ont été jugées infondées, si bien qu'il a été blanchi par la Justice à Toulouse, le 15 novembre 2019.]

« *Nous dépensons trop* », a déclaré **François Bayrou** le 15 avril sur le budget 2026. Le gouvernement prévoit de nouvelles coupes budgétaires, de 40 milliards d'euros, pour l'année prochaine. Décryptage avec l'économiste **Christophe Ramaux**.

Deux mois après avoir fait adopter un budget 2025 qui rognait déjà sur les dépenses publiques, le ministre de l'Économie, **Eric Lombard**, a annoncé, en fin de semaine dernière, de nouvelles coupes budgétaires de l'ordre de 40 milliards d'euros. Le 15 avril, François Bayrou a confirmé cette annonce permettant, selon lui, de maintenir l'objectif de déficit à 4,6 % du PIB en 2026.

Pour Christophe Ramaux, enseignant à l'université Paris 1, la dépense publique n'est pas un indicateur économique pertinent. Entretien avec cet enseignant à l'université Paris 1, chercheur au centre économique de la Sorbonne et membre des **Économistes atterrés**, qui préconise plutôt d'aller chercher des recettes pour combler le déficit.

Basta! : Le ministre de l'Économie, Eric Lombard, ne cesse de rabâcher un chiffre : 57% de notre produit intérieur brut (PIB) serait consacré à la dépense publique. En répétant ce montant, qu'il juge colossal, il sous-

entend que l'État est déjà très généreux. Couper dans la dépense publique serait donc sans grandes conséquences sociales. Mais la France est-elle réellement ce pays qui dépense de l'argent public à tout va ?

Christophe Ramaux : On a une image totalement déformée de la dépense publique. Quand on dit que la dépense publique, c'est 57% du PIB, la plupart des gens imagine que l'on prélève plus de la moitié de la richesse créée par le privé, qui serait le seul secteur productif, pour payer les fonctionnaires. Tout est faux dans cette phrase.

La dépense publique est un indicateur très imparfait. On mélange un peu tout dedans et on fait des doubles comptes. Par exemple, elle comprend les salaires versés aux fonctionnaires, dont les cotisations sociales... Mais ces mêmes cotisations sont à nouveau comptées dans les dépenses de retraite ! Le chiffre de 57% du PIB n'est pas faux, mais il ne correspond pas à une part du PIB. Ce n'est pas parce que la dépense publique est à 57% que la dépense privée est à 43%. Au contraire, si on calculait la dépense privée de la même manière que l'on calcule la dépense publique, elle serait de l'ordre de 200% du PIB.

Même si le gouvernement refuse d'employer le mot. Sommes-nous face à une politique austéritaire ?

La part des services publics dans le PIB n'a pas augmenté depuis 40 ans. Donc il y a bien eu de l'austérité. Pourquoi je dis ça ? Parce que, normalement, plus une société est riche, plus elle consacre de l'argent pour ce qu'on appelle les « biens supérieurs » : l'éducation, la santé, la culture. Il ne vous a pas échappé que ce sont les terres d'excellence des services publics.

Or, il y a beaucoup plus de bacheliers aujourd'hui que dans les années 1980, on aurait donc dû consacrer plus d'argent à l'éducation. On ne l'a pas fait. De même, la population vieillit donc on aurait dû augmenter les dépenses de santé. Cela n'a pas été le cas. Donc il y a bien eu de l'austérité.

A quoi servent précisément les 1670 milliards d'euros de dépense publique ?

Contrairement aux idées reçues, sur les 1670 milliards, un quart seulement sert à payer les fonctionnaires. Environ une moitié (710 milliards) est consacrée aux « prestations sociales » et aux « transferts sociaux en nature de produits marchands » – la part remboursée des médicaments et des consultations médicales.

Les prestations sociales (530 milliards, en 2023) financent essentiellement les retraites (380 milliards), mais aussi le chômage, le revenu de solidarité active (RSA), l'allocation adulte handicapé (AAH), les allocations familiales... Les transferts sociaux en nature de produits marchands comptent pour 180 milliards. Quant au quart restant, il constitué de divers

postes : aide aux ménages et aux entreprises, intérêts de la dette (50 milliards), etc.

La dépense publique n'est pas un puits sans fond. Et il faut savoir que le secteur public est productif ! Le calcul du PIB le prend d'ailleurs en compte. Sur les 3000 milliards de PIB actuel, environ 20% est ajouté par les fonctionnaires, soit 470 milliards. L'argent n'est donc pas dilapidé, puisqu'un quart de la dépense publique (salaire des fonctionnaires) augmente le PIB !

De même, les trois autres quarts offrent des débouchés pour le privé. Les retraités, que font-ils de leur retraite ? Ils font les courses, ils consomment. De même pour les chômeurs. La commande publique ? Elle finance en grande partie le privé, notamment le secteur du BTP si on pense à la construction d'écoles, de routes... Ce ne sont pas les fonctionnaires qui manient la truelle ! **Donc quand on réduit la dépense publique, cela a inévitablement un effet sur le privé.**

Si on préserve la dépense publique, comment réduire le déficit ?

Le déficit public est avant tout un problème de recettes. Depuis 2017, premier mandat d'Emmanuel Macron, la dépense publique en pourcentage du PIB n'a pas augmenté. Ce qui a baissé, ce sont les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales). On n'a jamais eu de baisse aussi élevée de ces prélèvements en un temps aussi court. On pense bien sûr à la suppression de l'impôt sur la fortune, ISF, du prélèvement forfaitaire unique, à la baisse de l'impôt sur les sociétés ou encore à la suppression de la taxe d'habitation (20 milliards d'euros), essentiellement payée par les ménages les plus riches. En tout, on arrive sur une baisse de 60 à 70 milliards de recettes. .../...

211 milliards d'euros d'aides versées en 2023 aux entreprises sans transparence ni suivi

Par Anne-Sophie Balle. Publié le 16 juillet 2025.

cfdt-ufetam.org/211-milliards-deuros-daides-versees-en-2023-aux-entreprises-sans-transparence-ni-suivi/

[*Anne-Sophie Balle : Journaliste sociale, militante et globe trotteuse, elle est également rédactrice en chef adjointe de *Syndicalisme Hebdo* et une secrétaire confédérale de la CFDT. Spécialisée dans les questions sociales, elle est engagée dans la rédaction et la communication sur des sujets liés à l'emploi, la jeunesse et la formation syndicale. Elle intervient également dans le décryptage de l'actualité sociale et participe à des

initiatives syndicales.]

En pleine crise des finances publiques, le rapport de la commission d'enquête sénatoriale sur les aides publiques aux entreprises met en lumière le manque d'évaluation d'un des principaux budgets de l'État. Les sénateurs, qui ont dû eux-mêmes chiffrer le montant des aides accordées, préconisent une modification législative et appellent à un choc de responsabilisation des entreprises.

À l'automne dernier, l'annonce coup sur coup de la fermeture de deux sites emblématiques de *Michelin* et d'un plan social massif chez *Auchan* avait poussé l'ancien Premier ministre Michel Barnier à demander à « *toutes les entreprises ayant reçu de l'argent public, notamment pour les crises du Covid et de l'énergie, de nous dire ce qu'elles en [avaient] fait* ». Créée en janvier 2025, la commission sénatoriale chargée d'enquêter sur l'utilité des aides publiques aux entreprises aura auditionné 33 dirigeants d'entreprises – parmi lesquelles *TotalEnergies*, *LVMH*, *Michelin*, *Sanofi*, *STMicroelectronics* –, une dizaine de représentants des services de l'État mais aussi des économistes, des organisations syndicales et le ministre de l'Économie lui-même, Éric Lombard. Dans le contexte de crise des finances publiques que subit le pays, le coût global des aides versées et leur utilité se devaient d'être, enfin, questionnés.

211 milliards d'euros versés en 2023

Après cinq mois de travaux, le rapport publié le 8 juillet dernier met en lumière la complexité du système autant que le manque d'évaluation des 211 milliards d'euros versés pour la seule année 2023. Pour parvenir à cette somme, il a fallu batailler : le Trésor, pas plus que Bercy, n'étant en mesure de fournir un recensement de toutes les aides de l'État aux entreprises. Les sénateurs ont donc dû procéder eux-mêmes au chiffrage, avec l'aide d'économistes, pour arriver à ces 211 milliards, un montant qui comprend les subventions de l'État, les aides versées par *Bpifrance*, les allègements de cotisations sociales ou encore les dépenses fiscales (En revanche, ne sont pas incluses les aides versées par les Régions ou les communes et celles versées par l'Union européenne).

« *Un pognon de dingue* », seraient tentés d'ironiser certains, sans que l'on sache comment celui-ci a été utilisé ou évalué. « *Quelques années après la gabegie qu'a constitué le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), l'actualité sociale fait ressurgir dans le débat public la problématique de la conditionnalité des aides publiques ainsi que celle d'un contrôle plus strict et d'une évaluation plus poussée de ces aides* », peut-on lire dans le préambule du rapport transpartisan, adopté à l'unanimité et largement salué par la *CFDT*.

Vingt-six préconisations et quelques chocs à opérer

In fine, « *le paysage des aides publiques aux entreprises semble aujourd'hui éclaté et échapper à toute réflexion d'ensemble* », constate le **rapporteur Fabien Gay** (Parti communiste), qui préconise, au nom de la commission d'enquête, 26 propositions permettant un « choc de transparence », de « simplification » (pas moins de 2 250 dispositifs ont été recensés), d'« évaluation » et de « responsabilisation » en matière de conditionnalité des aides...

La première de ces préconisations prêterait presque à sourire tant elle paraît évidente : la création d'un « tableau détaillé et actualisé » chaque année des aides versées aux entreprises, une tâche qui pourrait être confiée à l'Insee. De la même manière, la publication annuelle par le Haut-Commissariat à la stratégie et au plan d'un rapport sur le suivi et l'évaluation des aides versées aux entreprises, accessible aux parlementaires et aux partenaires sociaux, semble frappée du coin du bon sens. Enfin, un renforcement de l'information et de la transparence est demandé au sein des entreprises, avec un accès aux données relatives aux aides publiques pour les CSE.

Fixer des conditions d'octroi... et de remboursement

Selon la CFDT, « ***l'impératif de transparence et d'objectivation de l'utilisation des fonds publics constitue un enjeu démocratique majeur***. Il l'est d'autant plus que le rapport, exemples à l'appui, pointe les soutiens reçus par des entreprises qui, dans le même temps, ont opéré des restructurations importantes et procédé à des licenciements tout en versant des dividendes à leurs actionnaires », assure **Luc Mathieu**, secrétaire national.

Dans un contexte de multiplication des plans sociaux et de départs volontaires, le rapport estime en effet les contreparties en matière d'emplois « *trop peu contraignantes* » ; sans parler de la « *place marginale et peu opérante* » de la conditionnalité des aides. Aussi, les sénateurs préconisent-ils trois pistes : **interdire l'octroi d'aides et imposer leur remboursement dans le cas où les entreprises seraient condamnées pour infraction grave ; demander le remboursement des aides de l'État ou de la collectivité aux entreprises procédant à une délocalisation de l'activité dans les deux années suivant l'attribution ; exclure les aides publiques du périmètre du résultat dit distribuable – c'est-à-dire sur lequel est assis le calcul du dividende**. « Ces pistes confirment en grande partie les revendications de la CFDT sur les aides aux entreprises, en particulier leur remboursement en cas de versement de dividendes ou de suppression d'emplois », se félicite le secrétaire national. Auditionné à la mi-mai, le ministre de l'Économie, Éric Lombard, affirmait devant la commission d'enquête : « *Le gouvernement estime que les crédits d'impôt sont efficaces et utiles. Sinon, nous saisissons ces 150 milliards d'euros pour régler le problème du déficit budgétaire* ». On ignore encore si les propositions issues de ce rapport feront l'objet d'une proposition de loi

ou seront poussées sous forme d'amendements dans le projet de loi de finances. Mais, alors qu'a lieu en ce moment « *la présentation d'un budget qui prévoit 40 milliards d'euros d'économies, il est impensable que ces réflexions ne soient pas sérieusement étudiées* », conclut Luc Mathieu.

Quelques exemples citées dans le rapport sénatorial :

La multiplication des plans sociaux et des plans de départs volontaires choque l'opinion surtout quand les entreprises ont perçu des aides publiques et versent simultanément des dividendes...

.../...

Le groupe Auchan a annoncé mardi 4 novembre 2024 son intention de procéder à un PSE concernant 2 384 de ses 54 000 salariés employés en France. Le groupe a bénéficié entre 2013 et 2023 de 636 millions d'euros d'aides fiscales et de 1,3 milliard d'euros d'allègements de cotisations sociales.

Le 5 novembre 2024, le groupe Michelin a annoncé la mise en place d'un PSE concernant 1 254 salariés parmi les 19 000 collaborateurs du groupe en France. Le groupe a bénéficié d'aides publiques, notamment 32,4 millions d'exonérations de cotisations sociales en 2023 et 40,4 millions d'euros de crédit d'impôt recherche (CIR) en 2024, tout en versant selon les calculs du rapporteur environ 1,4 milliard d'euros de dividendes la même année.

Le groupe ArcelorMittal a annoncé le 23 avril 2025 son intention de mettre en place un PSE qui devrait concerner près de 600 salariés parmi les 15 400 employés en France. **Le groupe a versé en moyenne 200 millions d'euros de dividendes chaque année depuis dix ans au niveau mondial,** alors qu'il a bénéficié en 2023 en France de 298 millions d'euros d'aides, dont 195 millions d'euros en raison du prix de l'énergie, 41 millions d'euros d'allègements de cotisations sociales et 40 millions d'euros de CIR.

Le 30 avril 2025, le fabricant de semi-conducteurs franco-italien STMicroelectronics, qui emploie 11 500 personnes en France, a annoncé un plan de départs volontaires sur trois ans concernant 1 000 postes, alors que l'entreprise a bénéficié en 2023 de 487 millions d'euros d'aides (dont 334 millions d'euros de subventions, 119 millions d'euros de crédit d'impôt recherche et 34 millions d'euros de remboursements ou allègements de cotisations). **En 2023, la société a versé 212 millions d'euros de dividendes.**

Le même jour, le groupe LVMH a fait part de son intention de supprimer 1 200 postes, en ne remplaçant pas les départs à la retraite notamment, dans sa filiale *Moët Hennessy* qui regroupe ses activités vins et spiritueux, soit plus de 12 % de ses effectifs. En 2023, les aides publiques versées à ce groupe ont atteint 275 millions d'euros, tandis que **20 % de la valeur**

ajoutée du groupe en 2024 (37 milliards d'euros) ont été affectés aux dividendes en 2024.

Pour aller plus loin :

Synthèse du rapport sénatorial (l'essentiel) :

cfdt-ufetam.org/download.php?file=wp-content/uploads/2025/07/rapport_ce_senat_09-07-25_utilisation_aides_publicques_aux_entreprises_synthese_essentiel.pdf

TRANSPARENCE ET ÉVALUATION DES AIDES PUBLIQUES AUX ENTREPRISES : UNE ATTENTE DÉMOCRATIQUE, UN GAGE D'EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE

*"Le 1er juillet 2025, la commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants, présidée par **Olivier Rietmann** (Les Républicains – Haute-Saône), a adopté le rapport de Fabien Gay (Communiste Républicain Citoyen et Écologiste – Kanaky – Seine-Saint-Denis).*

Entre février et juin 2025, elle a mené 58 auditions plénières, toutes publiques et diffusées en direct, soit environ 87 heures de travaux.

Elle a entendu 33 dirigeants de grandes entreprises qui constituent les fleurons de l'économie française et internationale.

Ont également été auditionnés deux ministres en fonction, deux anciens ministres, deux présidents de conseil régional, mais aussi des personnalités qualifiées, des journalistes, des économistes, des représentants des corps de contrôle, des directions générales des ministères, les partenaires sociaux et la Commission européenne.

La commission d'enquête formule 26 propositions afin de créer « un choc de transparence » sur les données relatives aux aides, un « choc de rationalisation » des aides à tous les niveaux (européen, national et local), un « choc de responsabilisation » en matière de conditionnalité des aides et de versement des dividendes, enfin un « choc d'évaluation » afin que celle-ci devienne enfin une seconde nature pour l'administration." .../...

Un coût annuel de 211 milliards d'euros : la commission d'enquête du Sénat sur les aides publiques aux entreprises réclame un « choc de transparence »

publicsenat.fr/actualites/economie/un-cout-annuel-de-211-milliards-deuros-la-commission-denquete-du-senat-sur-les-aides-publicques-aux-entreprises-reclame-un-choc-de-transparence

"À l'issue de six mois de travaux, la commission d'enquête sénatoriale sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants a rendu son rapport. Après deux décennies de progression de ces dépenses, les sénateurs appellent à une forme de reprise en main des dispositifs, en particulier au travers d'une meilleure évaluation et la fixation de nouvelles contreparties dans leur octroi." .../...

Guerre pour la croissance, croissance pour la guerre

07.05.25 par Paolo Cacciari - Italie. Traduction, Evelyn Tischer.

pressenza.com/fr/2025/05/guerre-pour-la-croissance-croissance-pour-la-guerre/

[***Paolo Cacciari** est un journaliste, militant politique et auteur italien. Il est considéré comme un penseur lucide sur les enjeux sociaux, environnementaux et économiques, notamment en lien avec la décroissance et la critique du capitalisme. Il a été conseiller pour l'environnement à la municipalité de Venise, conseiller régional et député de la République italienne. Il collabore avec le site web "comune-info.net" et participe à des initiatives pour promouvoir une société plus équitable et durable. il a publié ou édité une œuvre riche comprenant des essais sur l'économie solidaire, la société des biens communs et la crise écologique.]

Luigino Bruni, économiste et théologien, écrit : « **Au cours de sa brève histoire, le capitalisme a eu une relation ambivalente avec la démocratie, avec la paix et avec le marché libre** ». L'histoire, en effet, parfois, on pense à la naissance de la Communauté européenne, a confirmé la thèse de Montesquieu : « *L'effet naturel du commerce est d'apporter la paix* » (*L'Esprit des lois*, 1745). D'autres fois, et peut-être les plus nombreuses, y compris celle de maintenant, les faits ont au contraire donné raison au Napolitain **Antonio Genovesi** : « Une grande source de guerres est le commerce », car « **l'esprit du commerce n'est autre que celui des conquêtes** » (*Lezioni di economia civile*, 1769). Quel est donc, demande Bruni, le rapport entre l'esprit du capitalisme et l'esprit de paix, de démocratie et de liberté ? (Luigino Bruni, Comment le capitalisme s'allie à la culture de la guerre et à l'illibéralisme. – Avvenire, mardi 25 février 2025). Dans la même veine de recherche, le juriste **Gustavo Zagrebelsky** : « *La mondialisation semblait à beaucoup promettre un avenir dans lequel une concurrence commerciale illimitée remplacerait la guerre.* » C'est une illusion qui vient de loin. Il y a trois cents ans, ce farceur de Voltaire, dans sa *Quatrième Lettre philosophique*, s'émut : « *Entrez à la Bourse de Londres, lieu plus respectable que bien des cours royales : vous y trouverez réunis, pour le bien des êtres humains, des représentants de toutes les nations. Là, le Juif, le Mahométan et le Chrétien se traitent comme s'ils étaient de la même religion, et n'appellent infidèles que ceux qui sont en faillite.* » (Gustavo Zagrebelsky, *Facilitateurs de la paix en temps de guerre* – *la Repubblica*, 31 décembre 2024).

L'idée selon laquelle l'économie de marché plus ou moins réglementée conduit à la paix – ainsi qu'au bien-être matériel pour tous les peuples qui veulent suivre ce modèle – est encore largement partagée et soutenue par les démocraties libérales et les démocraties sociales. Comme nous l'avons vu, elle puise ses racines dans le libéralisme des Lumières, de Montesquieu à Voltaire en passant par Kant, pour rencontrer Jeremy Bentham et Herbert Spencer et atterrir chez **Norman Angell**, prix Nobel de la paix en 1933. **L'économie comme véhicule de la paix**, après la Seconde Guerre mondiale, a trouvé des partisans chez Lord John Maynard Keynes, Kenneth Boulding et les Économistes pour la paix et la sécurité. .../...

L'approche suivie par les économistes de la paix est pragmatique, fondée sur des données claires et donc considérée comme plus convaincante. En tirant parti des intérêts concrets des populations, il est possible de convaincre les gouvernements de ne pas gaspiller de ressources dans les guerres. La paix est évidemment également avantageuse d'un point de vue strictement économique. En appliquant les critères d'évaluation du « coût d'opportunité » de la macroéconomie classique, « tout bien considéré », le simple maintien d'un état permanent de dissuasion armée, même en « temps de paix », soustrait de l'argent au développement économique et social. A cela s'ajoute la destruction directe et nette des ressources matérielles lors des inévitables conflits militaires (perte de capital fixe, humain, social, naturel). (Voir aussi ce qu'écrit **Raul Caruso** dans *Economia di pace*, Il Mulino, 2017).

La thèse des économistes de la paix est que – au-delà des autres motivations de nature idéologique et identitaire, religieuse, raciale, nationaliste qui peuvent conduire les gens à se haïr et à s'attaquer les uns les autres – le conflit pour des raisons économiques peut toujours être résolu en utilisant les mêmes outils qui régulent les activités économiques – sans recourir à la guerre. **Une politique économique correcte, en effet, devrait tendre vers un accès équitable aux ressources et une juste redistribution des profits, permettant de satisfaire les besoins de toutes les populations de la Terre, en les réconciliant.** C'est la théorie de la croissance économique dans un système régulé de libre concurrence, illustrée de diverses manières par des métaphores comme celle des « vases communicants » ou de la marée qui soulève tous les bateaux du port (ceux des riches et ceux des pauvres) ou encore de l'effet de ruissellement (le goutte-à-goutte des richesses). **Les politiques économiques démocratiques ont été considérées comme un « antidote » à la loi primordiale du plus fort pratiquée dans d'autres phases du capitalisme qui ont conduit au colonialisme et à l'impérialisme.**

Le développement économique pour le bien-être de tous comme arme de paix, alors ? .../...

Le problème, le « bug » qui fait échouer l'idée du développement

progressif du bien-être économique, réside dans le modèle même de la croissance économique.

En fait, si l'on part du principe que le but ultime de l'activité économique est l'augmentation indéfinie et illimitée des biens et services à offrir aux gens, une course compétitive sans fin entre les entreprises se déclenche. Nous finissons par perdre de vue le but (le bien-être, et non la consommation) et le sens de l'entreprise économique (satisfaire les besoins authentiques des gens, et non accumuler des valeurs monétaires). **La croissance pour la croissance transforme le moyen (l'économie) en fin.** Ce que **Serge Latouche** a appelé tantôt « pan-économie », tantôt « apothéose de l'économie », tantôt « totalitarisme de l'économie », ou plutôt : « **La monétisation de tout provoque l'effondrement des significations** ». (Serge Latouche, *L'invenzione dell'economia*, Bollati et Boringhieri, 2010). Nous finissons par mettre en marche un « cycle » bien décrit par l'anthropologue **Jason Hickel** – qui s'auto-alimente, un tapis roulant en accélération continue : **l'argent devient du profit qui devient plus d'argent qui devient plus de profit.** » **La croissance est un impératif structurel, une loi d'airain du capitalisme**, puisque son objectif n'est pas l'utilité du produit que l'entreprise capitaliste met sur le marché mais le profit que permet de réaliser sa vente. **D'où la nécessité de créer sans cesse de nouveaux marchés, de nouveaux objets, de nouveaux besoins.** « *Si vous ne grandissez pas, vous vous effondrez* » (Jason Hickel, *Siamo ancora in tempo! Come una nuova economia può salvare il pianeta* [Nous avons encore le temps ! Comment une nouvelle économie peut sauver la planète]. Il Saggiatore 2020. Titre original : *Less Is More : How Degrowth Will Save The World*).

L'économie fondée sur la logique de la croissance ne conduit donc pas à la création d'un système équilibré de relations entre les êtres humains et encore moins entre eux et les écosystèmes naturels. Au contraire, elle suscite des rivalités et favorise la compétition, encourage la cupidité et ne prend pas en compte les limites biogéophysiques de la planète (métabolisme naturel). L'économie de croissance ne ressemble en rien au « commerce doux » imaginé par Montesquieu, ni à la « mondialisation qui fonctionne » hypothétiquement avancée par **Joseph Stiglitz**. Au contraire, l'économie qui a en son centre les raisons du capital a besoin, hier comme aujourd'hui, de canonnières qui surveillent les routes commerciales et les oléoducs, de bases militaires qui contrôlent les zones d'influence, d'armées sur le terrain qui occupent les gisements minéraux et les puits de pétrole et de police sur les places. Jamais depuis la Seconde Guerre mondiale, il n'y a eu autant de guerres ouvertes qu'aujourd'hui. Jamais les dépenses militaires n'ont autant explosé qu'après la chute du mur de Berlin.

Pour en revenir à Luigino Bruni : « **Ce capitalisme ne connaît que l'éthique de l'augmentation des flux et des actifs économiques et financiers, tout le reste n'est qu'un moyen pour atteindre cette seule**

***fin.** La démocratie, le libre marché et la paix peuvent être des moyens, mais ils ne sont pas nécessaires. L'esprit du capitalisme et des capitalistes est adaptatif et pragmatique : si dans une région de la planète il y a la démocratie, la liberté du commerce et la paix, ils s'insèrent dans cette dynamique démocratique, libérale et pacifique et font leurs affaires ; mais dès que le climat politique change, avec un cynisme parfait, ils changent de langage, d'alliés, de moyens, et utilisent les guerres, les dictatures, les tarifs douaniers, les populistes et les populismes pour continuer à poursuivre leur seul but. ».../...*

Pour financer le réarmement de l'Europe, faut-il taxer la richesse ?

Par Francesca Barca. Publié le 19 mars 2025. Traduit par Voxeurop

voxeurop.eu/fr/rearmement-europe-payer-taxer-richeesse/

[***Francesca Barca** est journaliste, rédactrice et traductrice, diplômée en histoire contemporaine de l'université de Bologne. Rédactrice web et journaliste à *Voxeurop*, ella a travaillé pour plusieurs médias européens, dont *Courrier international* et *Cafébabel*. Elle fait partie de *Nothing2Hide* : nothing2hide.org/fr/]

L'augmentation de la dette publique, la réduction des dépenses sociales et la restructuration des services publics ne sont pas les seuls moyens d'obtenir les ressources nécessaires à un éventuel réarmement européen. Quelles sont les autres solutions possibles ? Le débat dans la presse européenne.

La [Commission européenne](#) a annoncé qu'elle va débloquer les investissements des Etats membres de l'UE en matière de défense, pour un total estimé à 800 milliards d'euros investis. Une somme qui impliquerait une augmentation des dépenses des Etats membres permise par un assouplissement des normes européennes en matière de dette et de déficit public, pour environ 650 milliards d'euros (1,5 % du PIB de chacun) et 150 milliards d'emprunts proposés par L'UE à des conditions avantageuses. Un plan pompeusement baptisé "*ReArm Europe*".

Où cet argent doit-il être prélevé ? Certains craignent que ces investissements se fassent sur le dos de l'Etat-providence.

"*En temps de guerre, l'augmentation des impôts est la norme*", écrit **George Hay** pour *Reuters*. .../... Et les partis susceptibles de former la prochaine

coalition gouvernementale en Allemagne envisagent de créer des fonds spéciaux pour la défense et les infrastructures.”

Dans le magazine *Prospect*, **Tom Clark** s'intéresse également au modèle britannique. Dans un article intitulé “Le réarmement ne doit pas se faire sur le dos des pauvres”, il commente certaines des propositions évoquées au Royaume-Uni : *“Il ne fait aucun doute que la situation sécuritaire en Europe est grave. Peut-être – comme le Premier ministre et la chancelière de l'Echiquier [la ministre des Finances Rachel Reeves] semblent le craindre – sommes-nous vraiment entrés dans une nouvelle ère de sacrifices. Mais si tel est le cas, plutôt que d'avaler la logique des experts conservateurs, le gouvernement devrait faire preuve du même esprit de sacrifice véritablement partagé que Keynes a proposé – et à un moment où les sacrifices nécessaires étaient incomparablement plus importants qu'aujourd'hui.”*

Dans *How to pay for the war* (“Comment payer pour la guerre”), paru en 1940, l'économiste **John Maynard Keynes** proposait d'une part le recours à l'épargne obligatoire, d'autre part une augmentation de l'impôt sur le revenu, avec un taux marginal supérieur de 97,5 % (pour toucher les grandes fortunes).

Quelles pourraient donc être les solutions “équitables” pour payer le réarmement d'aujourd'hui ?

Guillaume Duval, dans *Le Nouvel Observateur*, en propose trois : *“On pourrait, et on devrait, s'endetter ensemble à nouveau au niveau de l'Union, comme en 2020 pour faire face à la pandémie de Covid-19. On devrait également se décider enfin à mobiliser les avoirs russes gelés et pas seulement les intérêts qu'ils dégagent”*.

Duval poursuit : *“On peut et on doit aussi, dans ces circonstances exceptionnelles, tordre enfin le bras des paradis fiscaux intra-européens. Si la France et l'Allemagne le veulent, il n'y a pas besoin d'envoyer beaucoup de divisions pour mettre le Luxembourg ou l'Irlande au pas. Le scandale que constitue l'existence de tels paradis fiscaux au sein de l'Union n'a que trop duré. Il faut en particulier d'urgence mettre un terme à **la quasi non-fiscalisation des activités européennes des Gafam et des autres multinationales dépendant de nos nouveaux adversaires américains**. Il faut enfin mettre (bien) davantage à contribution les plus riches de nos concitoyens qui ont tiré un grand profit des politiques menées en Europe au cours des dernières décennies. Pour financer leur effort de guerre, les Etats-Unis de Roosevelt (et non pas l'Union Soviétique de Staline) avaient porté dans les années 1940 le taux marginal de l'impôt sur le revenu des personnes physiques à 94 % (il s'agit du taux auquel les derniers euros de revenus des plus riches sont taxés).”*

Anja Krüger, dans la *Tageszeitung*, lui fait écho et lance un avertissement

: “Les dépenses militaires et d'armement vont atteindre des sommets inimaginables en Allemagne et dans d'autres pays européens dans les années à venir”. Les producteurs d'armements européens connaissent aujourd'hui une forte croissance. Leurs bénéfices, déjà immenses, devraient continuer d'augmenter, affirme Krüger. “Mais les bénéfices ne doivent pas uniquement aller dans les poches des investisseurs : l'Etat doit en prélever une partie. Il existe un instrument pour cela : la surtaxe sur les bénéfices. L'Etat définit un bénéfice moyen, par exemple sur la base des dix derniers exercices. Des taxes sont prélevées sur les revenus qui dépassent ce montant”, explique-t-elle.

“Cela serait également justifié pour les groupes d'armement. Ils profitent d'une crise politique chronique. Il est injuste que les bénéfices ne profitent qu'aux patrons ou aux investisseurs, d'autant plus que les riches dans ce pays ne sont pas taxés de manière appropriée. **La meilleure solution serait un impôt sur les bénéfices excédentaires au niveau européen**. L'Allemagne pourrait montrer l'exemple.”

Laisser le discours sur une question comme la sécurité uniquement entre les mains de la droite, aussi modérée soit-elle, risque à nouveau – comme c'est le cas actuellement – de diviser l'opinion publique en deux.

Artur Troost, dans Krytyka Polityczna, explique : “**Les dirigeants européens ignorent que les coupes sociales peuvent être contre-productives sur le long terme, y compris en matière de défense, car les citoyens abandonnés par l'Etat seront plus susceptibles de se radicaliser et de choisir, entre autres, des ennemis d'extrême droite de la coopération européenne ou des sympathisants de Poutine**. [...] En fin de compte, les investissements dans la défense sont destinés à servir la sécurité des citoyens – mais leur sécurité dépend également de la qualité des soins de santé, d'un toit au-dessus de leur tête, des infrastructures énergétiques et de transport, etc. **L'armement est inutile s'il entraîne la capitulation de l'Etat dans d'autres domaines**. L'Europe a les moyens de se protéger d'une agression potentielle, et pour ce faire, elle n'a pas besoin d'arroser l'armée d'une montagne d'argent provenant d'autres institutions, mais plutôt d'une intégration plus profonde et d'une politique de défense commune, y compris au stade de la production.”

Valigia Blu a publié la traduction d'un long post Facebook de l'historienne ukrainienne **Hanna Perekhoda** : “L'approche la plus dangereuse et la plus régressive consisterait à réduire les dépenses sociales pour financer l'expansion militaire. C'est la voie que les néolibéraux proposent déjà : réduire les budgets de la santé, de l'éducation, des retraites et de la protection sociale pour détourner les fonds vers la défense. Cependant, **il est évident qu'un affaiblissement de la sécurité sociale aggraverait les inégalités, alimenterait les troubles sociaux et, en fin de compte,**

déstabiliserait les démocraties. À l'heure où le populisme d'extrême droite est en plein essor, imposer l'austérité renforcerait rapidement les forces antidémocratiques. Etant donné le soutien manifeste de la Russie et des Etats-Unis à ces forces, une telle mesure est exactement ce qu'espèrent Trump et Poutine.”

Déchaîner le chaos

par Laura Ruggeri ; 22 novembre 2024

elcorreo.eu.org/Dechainer-le-chaos

[***Laura Ruggeri** : Autrice et chercheuse, journaliste, née à Milan, elle s'est installée à Hong Kong en 1997. Ancienne universitaire, elle a enquêté ces dernières années sur les révolutions de couleur et la guerre hybride. Ses analyses et articles d'opinion ont été publiés par *China Daily*, *DotDotNews*, *Qiao Collective*, *Guancha*, *The Centre for Counter-hegemonic Studies*, etc. Ses travaux ont été traduits en italien, en chinois et en russe.]

Dans une société capitaliste, lorsque l'on transfère l'autorité et la responsabilité des principales fonctions gouvernementales à la « société civile » et au « secteur privé », on ne renforce pas la démocratie, on transfère en réalité le pouvoir aux multinationales, aux divers clans oligarchiques et aux lobbies supranationaux. Les réponses à la première crise de l'hégémonie US ont déclenché des forces qui ont fini par éroder son propre pouvoir.

Gene Sharp, considéré comme le parrain des révolutions de couleur, a publié son premier livre, *The Politics of Nonviolent Action*, en trois volumes, en 1973, à une époque où les États-Unis d'Amérique étaient embourbés dans une série de crises – économiques, politiques et militaires – qui érodaient la confiance dans leur gouvernement et contrecarraient leurs ambitions géopolitiques. La réponse à ces crises – l'expansion de son hégémonie par le biais de la guerre conventionnelle et hybride, souvent confiée à des acteurs non étatiques, la financiarisation de l'économie et la militarisation du dollar – a fixé le cap des décennies suivantes. Cinquante ans plus tard, il est tout à fait clair que si ces réponses ont perturbé l'ordre mondial d'après-guerre et conduit au « moment unipolaire » des États-Unis, elles n'ont rien fait pour résoudre les problèmes systémiques et structurels. Au contraire, ces « solutions » ont créé des problèmes plus nombreux et plus insolubles pour l'hégémonie, qui ont culminé dans la crise de légitimité à laquelle les États-Unis sont actuellement confrontés.

The Politics of Nonviolent Action s'appuyait sur une recherche, financée par le ministère de la Défense étasunien, que **Sharp** avait menée alors qu'il étudiait à Harvard à la fin des années 1960, à une époque où l'université était l'épicentre de l'establishment intellectuel de la guerre froide – **Henry Kissinger, Samuel Huntington, Zbigniew Brzezinski** y enseignaient tous. À première vue, il pourrait sembler contradictoire que le sujet de recherche de Gene Sharp ait suscité l'intérêt à la fois du Pentagone et de la CIA. En fait, ce n'est pas du tout surprenant : la défaite et les pertes subies au Vietnam avaient laissé une profonde blessure dans la psyché américaine, et cette agression impérialiste brutale avait alimenté à l'échelle internationale un fort sentiment anti-américain. De plus, alors que l'hégémonie américaine commençait à s'essouffler, les craintes concernant le coût économique de la course aux armements avec Moscou se sont accrues.

La théorie de Sharp et les directives pratiques pour sa mise en œuvre semblaient fournir la solution que Washington cherchait pour renforcer son pouvoir et saper son rival géopolitique, idéologique et militaire, l'Union soviétique.

Sharp, qui sera plus tard décrit comme le « *Clausewitz de la guerre non violente* », proposait une alternative à l'idée dominante selon laquelle la sécurité et la défense devaient être assurées par l'État. Dès les années 1960, le pouvoir exécutif avait encouragé l'externalisation des fonctions non gouvernementales à des entreprises privées. Cette pratique allait progressivement s'accroître pour finalement s'étendre aux fonctions militaires – à la fin de la guerre froide, les contrats militaires ont explosé. Cette pratique est devenue si répandue que le *New York Times* a qualifié les entrepreneurs de quatrième branche du gouvernement.

La stratégie et les tactiques décrites par Sharp permettraient aux États-Unis d'utiliser comme armes les forces sociales derrière le *Rideau de fer* sans déclencher un conflit militaire, une option jugée trop dangereuse dans la mesure où l'Union soviétique possédait des milliers d'ogives nucléaires. Mais surtout, **la tâche consistant à capturer les élites intellectuelles, à inciter à la division et à mener des infiltrations idéologiques pourrait être confiée à des acteurs non étatiques tels que des ONG, des organisations médiatiques, des lobbies, des groupes religieux, des agences d'aide et des communautés transnationales de la diaspora**. À mesure que le nombre de parties prenantes et leurs programmes augmentaient, leur implication dans l'élaboration de la politique nationale et étrangère des États-Unis augmentait également. Mais comme le dit le dicton, *trop de cuisiniers gâtent la sauce*.

A cette époque, Washington était confronté à un autre défi de taille pour ses ambitions hégémoniques. **Une balance des paiements négative, une dette publique croissante contractée pendant la guerre du Vietnam et**

une inflation monétaire par la Réserve Fédérale des Etats-Unis d’Amérique ont entraîné une surévaluation croissante du dollar.

L’épuisement des réserves d’or étasuniennes a culminé avec l’effondrement du London Gold Pool en mars 1968. En 1970, les Etats-Unis avaient vu leur couverture en or se détériorer de 55% à 22%. En 1971, de plus en plus de dollars étaient imprimés à Washington plutôt qu’injectés à l’étranger. Cela vous rappelle-t-il quelque chose ?

Les dirigeants étasuniens ont décidé de détruire le dollar adossé à l’or et de révolutionner ainsi le système de gestion monétaire connu sous le nom de **Bretton Woods** .

Pendant plus de deux décennies, le système de Bretton Woods avait assuré la croissance économique et une relative rareté des crises financières, mais pendant la majeure partie des années 1960, le dollar avait eu du mal à maintenir son taux de change fixe par rapport à l’or et à contenir la montée en puissance économique de l’Allemagne et du Japon. Lors de la réunion du G10 à Rome en novembre 1971, le secrétaire au Trésor US, John Connally, déclara à ses homologues : « **Le dollar est notre monnaie, mais c’est votre problème** ». Cette expression flagrante d’arrogance donnait le ton et décrivait avec justesse ce qui allait devenir un privilège exorbitant.

En 1973, lorsque le dollar est passé à un taux de change flottant, sa valeur a chuté de 10 %. Quelques années plus tard, dans son livre « *L’Alchimie de la finance* » [The Alchemy of Finance (1988)], **George Soros** se réjouit de cette « révolution » : « **Les taux de change étaient fixes jusqu’en 1973 ; par la suite, ils sont devenus un terrain fertile pour la spéculation** ». La préface de ce livre a d’ailleurs été écrite par **Paul Volcker**, sous-secrétaire au Trésor pour les affaires internationales de 1969 à 1974, qui avait joué un rôle important dans la décision du président Nixon de suspendre la convertibilité du dollar en or.

La décision unilatérale de faire échouer l’ordre de Bretton Woods a fermement établi le dollar US comme monnaie de référence pour les réserves internationales de nombreuses banques centrales et a élevé la dette des Etats-Unis au rang de monnaie internationale de fait. Ce nouveau régime basé sur des taux de change flottants mondiaux a accru les mouvements de capitaux mais a limité les choix politiques des principaux pays – sous l’énorme pression des flux de capitaux, ils ont été contraints d’accepter des politiques monétaires conservatrices et d’abolir les politiques budgétaires expansionnistes keynésiennes.

Sous ce nouveau régime, les États-Unis, contrairement à d’autres pays, ont été autorisés à s’endetter massivement et à imprimer de la monnaie pour faire face aux crises économiques. Lorsque l’excès de liquidités a fait grimper l’inflation mondiale, la Fed a relevé ses taux d’intérêt et resserré sa politique monétaire. Cette mesure a ensuite creusé l’écart de taux d’intérêt avec les autres pays, attirant ainsi les capitaux internationaux

à Wall Street. À partir de 1973, les États-Unis ont abusé de leur privilège d'imprimer la principale monnaie de réserve mondiale et ont utilisé le dollar comme arme. Ce n'était qu'une question de temps avant que l'inévitable réaction ne se produise.

.../...

Le tournant vers le néolibéralisme a produit la décentralisation de l'État que Sharp, Soros et d'autres de leur acabit ont prônée. **Dans une société capitaliste, lorsque l'on transfère l'autorité et la responsabilité des principales fonctions gouvernementales à la « société civile » et au « secteur privé », on ne renforce pas la démocratie, on transfère en réalité le pouvoir aux multinationales, aux divers clans oligarchiques et aux lobbies supranationaux.**

Sous la pression des rapports capitalistes, tout ce qui est solide se dissout, tout ce qui est sacré est profané, pour paraphraser Marx. **La réduction de toutes les relations humaines au « lien de l'argent liquide » dans une société de plus en plus marchandisée, et marchandisée signifie que les coutumes, les pratiques et les institutions sur lesquelles les gens comptaient ou qu'ils valorisaient en termes non commerciaux cessent d'exister ou ne restent que des parodies d'elles-mêmes ou des abstractions vides de sens.**

Bientôt, le système engendre une nouvelle espèce : Marx la qualifie de « **nouvelle aristocratie financière, d'une nouvelle variété de parasites sous la forme de promoteurs, de spéculateurs et de directeurs nominaux, tout un système d'escroquerie et de tricherie au moyen de la promotion des entreprises, de l'émission d'actions et de la spéculation boursière** ». Marx savait déjà dans les années 1860 que la loi générale de l'accumulation capitaliste pouvait être modifiée par de nombreuses circonstances. Mais dans tous les cas, il s'ensuivait « ***qu'à mesure que le capital s'accumule, la situation du travailleur, que son salaire soit élevé ou faible, doit empirer*** ». Et c'est là où nous en sommes aujourd'hui. .../...

Envoi personnel du 18/05/2026 d'un article par collectif *Rogue ESR*
(dans l'enseignement supérieur et la recherche) Site : rogeesr.fr

QU'EST-CE QUE LE MUSKISME ?

Source : rogueesr.fr/muskisme/

La coalition trumpiste, qui unit milieux d'affaires, libertariens autoritaires et paléo-conservateurs, repose sur un bouleversement géopolitique et économique profond. Dans un contexte de crises multiples et couplées et de remise en cause de la libre circulation des capitaux, des biens et des services, **le muskisme s'impose comme un régime d'accumulation fondé sur une symbiose avec l'État**, soutenu financièrement par une inflation continue des actifs boursiers : **l'entreprise privée y capte les fonds publics** en promettant une souveraineté technologique exclusive (*SpaceX* ou *Starlink*). Contrairement aux idées reçues qui dépeignent les milliardaires de la Silicon Valley comme des libertariens soucieux d'échapper à la régulation, **ce modèle instrumentalise la puissance publique pour en faire une source directe de pouvoir et de profit**. L'objectif ultime est une vassalisation de la sphère publique, qui transfère les fonctions vitales de la société vers des monopoles privés tout en dévitalisant les institutions démocratiques.

Ce modèle consacre la primauté de l'infrastructure matérielle comme levier de pouvoir et de reconfiguration industrielle. Rompant radicalement avec l'externalisation globale des décennies précédentes, le muskisme érige la production en une forteresse autarcique via une intégration verticale absolue. **Un techno-monarque qui contrôle les réseaux physiques, les constellations de satellites et les chaînes de fabrication dicte sa propre loi, s'affranchissant des régulations étatiques**. Cette ambition dessine une nouvelle géographie politique fondée sur l'accaparement de l'espace et de l'énergie. En tentant de saturer l'orbite terrestre basse par un million de satellites pour étouffer des rivaux comme *Amazon*, le projet d'Elon Musk est l'appropriation exclusive de la matrice matérielle de l'intelligence artificielle, en la soustrayant aux limites terrestres, sanctuarisant ainsi un **monopole technique hors de portée de tout contrôle démocratique**. Et derrière la captation de l'attention par un récit technophile halluciné se déploient **des enjeux militaires immédiats**. Ainsi, *Starlink* est utilisé par la Russie et l'Ukraine. Autre exemple, la rentabilité escomptée pour des lanceurs lourds comme *Starship* est militaire, et non dans la colonisation de Mars.

Le *muskisme* abandonne la promesse de prospérité des classes moyennes au profit d'un récit dystopique et d'une stratégie de guerre culturelle permanente. Il se nourrit de la mise en scène de crises systémiques et de paniques démographiques empruntées au suprémacisme ethno-nationaliste. Le contrat social traditionnel s'efface au profit d'un contrat d'allégeance, qui monétise la fidélité d'une communauté de partisans en leur promettant la survie dans l'effondrement en cours. Cette transition s'incarne dans l'offre technologique elle-même : l'optimisme écologique des

débuts cède la place à des véhicules-bunkers blindés et à **des écosystèmes énergétiques fermés, conçus pour la préservation individuelle face à l'effondrement des structures collectives**. Cette logique de protection payante enferme nos sociétés dans une dépendance structurelle d'autant plus perverse que les individus y contribuent inconsciemment par l'entremise de leurs fonds de pension et de la fructification boursière de leur épargne.

Sur le plan du contrôle cognitif, l'empire de Musk fonctionne selon une logique totalitaire visant à remplacer l'espace public traditionnel plutôt qu'à y débattre. L'appareil de capture de l'attention est total : **la plateforme X configure le discours**, l'intelligence artificielle Grok l'automatise, Grokopedia en réécrit les archives historiques, et le réseau Starlink en assure la distribution planétaire vers les smartphones. Pour sceller cette **hégémonie**, le *muskisme* s'appuie sur la technique commerciale du « zero-rating », qui consiste à ne pas facturer au consommateur l'usage de services. **L'asservissement des individus passe par l'addiction, l'occupation et l'enfermement dans leurs propres désirs. Il contribue à l'absence de réaction collective devant l'encapsulation des Etats dans une infrastructure qu'ils ont renoncé à contrôler démocratiquement, et même à comprendre.**

Ce **système de propagande total** souffre d'une contradiction interne : il néglige l'importance de la valeur d'usage de la technologie — comme l'amélioration des batteries et l'extension de la décarbonation — ce qui le soumet à de possibles éclatements des bulles spéculatives. Ainsi, **les techno-fascistes de la Silicon Valley** surestiment la fascination des citoyens pour l'Intelligence Artificielle générative et sa promesse apocalyptique de destruction de masses d'emplois. La stratégie de contrôle narratif se heurte aussi à une autre réalité des marchés : en liant intimement l'identité de ses entreprises (comme *Tesla*) à son activisme techno-fasciste, à la surenchère permanente et à la prédation du bien commun, Elon Musk s'aliène les secteurs progressistes de la société, qui s'organisent pour mener des opérations de décolonisation (fuir X, se mobiliser contre les data-centers, dévaloriser *Tesla*, revendiquer la régulation, l'établissement démocratique de limites, l'État de droit, etc). Une conscience de classe émerge au sein même de l'appareil technologique, où les ingénieurs et les travailleurs de la Tech recourent aux grèves et aux débrayages pour contester les dérives politiques et les contrats militaires de leurs dirigeants.

* (Cette analyse est une synthèse de l'ouvrage remarquable : *Muskism: a guide for the perplexed* par Quinn Slobodian & Ben Tarnoff (2026).

En guise de conclusion

L'émergence d'une « union des droites » radicales en France se matérialise désormais, comme aux USA, par la **convergence stratégique de l'extrême droite et des milieux d'affaires**. Qu'il s'agisse de l'audition de M. J. Bardella par le *Medef* ou des dîners discrets de Mme M. Le Pen avec de grands capitaines d'industrie — M. B. Arnault en tête —, **cette hybridation politico-économique s'opère aujourd'hui au grand jour**. Le *Rassemblement national* semble ainsi prêt à s'approprier le programme du « *Front économique* » élaboré sous l'égide de l'économiste **Philippe Aghion** à la demande du patronat, afin de « *promouvoir une politique favorable au business* ». À l'exception d'une obsession récente pour l'usage de l'intelligence artificielle (IA) dans l'enseignement, le volet consacré à l'Université et à la recherche s'inscrit dans le prolongement direct du rapport Aghion-Cohen de 2004 : il consacre la **réduction de la recherche publique au seul « développement technologique »** sous le pilotage du secteur privé, la subordination de l'enseignement supérieur à la formation professionnelle et l'extension de sa **privatisation**. Il est inquiétant de voir proliférer les appels au « souverainisme technologique » qui est, nous l'avons vu, au cœur de la doctrine totalitaire muskiste. **Il y a urgence à tenir l'idée démocratique, de bien commun et de régulation**. Rien ne nous oblige ni ne nous condamne à vivre dans le cauchemar promis par Musk.

Rogue ESR

"collectif créé en 2017 pour promouvoir une université et une recherche libres, exigeantes et placées au service de l'intérêt général et de l'émancipation..."

Site : rogueesr.fr

Envoi personnel du 01/08/2026 d'un article par Mazin QUMSIYEH
Sites : qumsiyeh.org/ ; popular-resistance.blogspot.com

COURAGE MORAL ET LÂCHETÉ MORALE : DES LEÇONS VENANT DE PALESTINE

Source : popular-resistance.blogspot.com/2026/07/moral-courage-vs-cowardice.html

(Traduction affinée par JJ Pat REY)

L'histoire demande rarement aux gens ordinaires d'accomplir des actes extraordinaires. Plus souvent, elle présente de simples choix moraux : dire la vérité ou rester silencieux, défendre les vulnérables ou détourner le regard, défier l'injustice ou s'en accommoder. La Palestine est devenue l'un de ces tests moraux, caractéristiques de notre époque. Cela révèle non seulement la brutalité de l'occupation, celle du déplacement, la discrimination et la guerre ; mais aussi le caractère de ceux qui sont témoins de ces réalités. Cela distingue le courage moral de la lâcheté morale.

Le courage moral n'est pas l'absence de peur. C'est plutôt la volonté d'agir de façon éthique malgré la peur, les inconvénients, la pression sociale ou le coût personnel. La lâcheté morale, en revanche, c'est la décision de subordonner sa conscience au confort, à la carrière, à l'idéologie ou à la conformité. Ces traits transcendent la nationalité, la religion, l'ethnie ou l'affiliation politique. Parmi les Palestiniens, les Israéliens et les observateurs internationaux aussi, on constate des exemples édifiants de courage ainsi que des exemples troublants de silence ou de complicité.

L'histoire du progrès social démontre que **le courage moral a toujours été le moteur du changement**. L'abolition de l'esclavage, le suffrage des femmes, les droits du travail, les mouvements pour les droits civiques, les luttes pour la décolonisation, et la défaite de l'apartheid en Afrique du Sud, dépendaient entièrement d'individus prêts à défier les systèmes de pouvoir en cours. Ils ont subi des moqueries, de l'emprisonnement, l'ostracisme professionnel, la violence, ou pire. Pourtant, **l'histoire s'en souvient** désormais, pas en tant qu'éléments radicaux, mais comme **pionniers de la justice**.

La Palestine n'échappe pas à cette tradition générale. Ce n'est pas uniquement parce que l'injustice n'existerait qu'ici ; l'injustice existe partout. Plutôt, **la Palestine illustre avec une clarté inhabituelle comment les systèmes de domination sont maintenus non seulement par la force militaire mais aussi par des narrations, des bureaucraties, des intérêts financiers, de la protection diplomatique et le silence public**. Chaque poste de contrôle, démolition de maison, enfant emprisonné, oliveraie confisquée ou communauté déplacée, est rendu possible non seulement par ceux

qui mettent en œuvre directement ces politiques, mais aussi par d'innombrables autres personnes qui décident que s'exprimer est trop risqué ou trop gênant.

Cette réflexion fait écho à l'observation fréquemment attribuée à **Edmund Burke** que « la seule chose nécessaire au triomphe du mal est celle des gens bons qui ne font rien. » Bien que les historiens se demandent si Burke a vraiment écrit précisément ces mots. En d'autres termes, ce sentiment exprime une profonde vérité morale. L'injustice ne persiste que si trop de gens choisissent la passivité.

Chez les Palestiniens, le courage moral s'exprime souvent par une remarquable résilience. Les enseignants continuent d'éduquer les enfants malgré des perturbations répétées. Les médecins travaillent dans des conditions impossibles. Les agriculteurs retournent cultiver leurs terres malgré le harcèlement ou la destruction. Les journalistes continuent à documenter les événements malgré de graves risques. Les artistes préservent la mémoire à travers la culture, tandis que les scientifiques, environnementalistes et éducateurs, continuent à bâtir des institutions pour les générations futures. Un tel courage n'élimine pas la souffrance, mais il affirme une dignité humaine.

Pourtant, les Palestiniens ne sont pas exempts de faiblesse morale. Certains se résignent à la corruption, au factionnalisme, à l'intolérance ou aux abus internes. D'autres peuvent garder le silence lorsqu'une injustice est commise au sein de leur propre communauté. **La cohérence morale implique le courage de se confronter à sa propre société aussi bien qu'à l'oppression extérieure.**

Chez les Israéliens, le courage moral nécessite souvent d'affronter des gens puissants et des pressions politiques. Des Israéliens, défenseurs des droits humains, avocats, journalistes, universitaires, anciens soldats, professionnels de la santé et les objecteurs de conscience qui documentent des abus ou s'opposent à des pratiques discriminatoires, subissent fréquemment la diffamation publique, le harcèlement juridique, des conséquences professionnelles et l'isolement social. Leurs voix nous rappellent que la citoyenneté n'exige pas une loyauté inconditionnelle envers la politique de l'État. En effet, **le véritable patriotisme peut exiger que le gouvernement de son propre pays respecte des valeurs morales et universelles.**

Dans le même temps, de nombreux Israéliens soutiennent activement des politiques qui infligent de graves préjudices aux Palestiniens ou les acceptent comme inévitables. D'autres évitent de prendre parti face à ces inconfortables réalités, car les reconnaître pourrait remettre en question des croyances ou des identités sociales profondément ancrées. Les mécanismes sont familiers : la peur, le déni, l'empathie sélective, le traumatisme historique et la polarisation politique. Comprendre ces mécanismes ne les excuse pas. Chaque société doit faire face aux conséquences morales d'une normalisation de la souffrance infligée aux autres.

À l'échelle internationale, le spectre est tout aussi large. Des milliers de travailleurs humanitaires, chercheurs, journalistes, avocats, étudiants, chefs religieux, des artistes et des citoyens ordinaires ont fait d'énormes efforts pour documenter les violations, plaider pour la paix, fournir une aide humanitaire et défendre le droit international. Beaucoup ont accepté en conséquence les risques pour leur réputation, des conséquences sur leur emploi, le harcèlement public ou les attaques politiques. Leur travail illustre le courage moral car il place les principes moraux au-dessus de leurs avantages personnels.

Mais la lâcheté morale internationale pourrait avoir des conséquences encore plus lourdes. **Les gouvernements invoquent fréquemment les droits humains, universels, de manière sélective, en appliquant une norme pour les alliés et une autre pour les adversaires**. Les universités hésitent parfois à protéger la liberté académique quand le sort de la Palestine devient controversé. Les organisations médiatiques présentent parfois les événements de manière à éluder les asymétries de pouvoir ou normaliser une violence récurrente. Les entreprises peuvent continuer à profiter des activités liées à l'occupation ou au conflit, tout en évitant des considérations éthiques. Les individus qui reconnaissent en privé l'injustice, restent souvent silencieux en public pour éviter la critique. Le silence, lui-même, devient un acte politique.

La psychologie offre un aperçu des raisons pour lesquelles cela se produit. Les fameuses expériences de **Solomon Asch** ont démontré le pouvoir du conformisme. **Stanley Milgram** a révélé comment des individus ordinaires peuvent obéir à l'autorité, même lorsque cela entraîne un conflit avec leur conscience. **Philip Zimbardo** a exploré comment les rôles institutionnels peuvent façonner le comportement. Des recherches plus récentes sur le désengagement moral, par **Albert Bandura**, expliquent comment le langage

euphémique, la dilution de la responsabilité, la déshumanisation et le déplacement des responsabilités, permettent aux gens de tolérer des actions nuisibles sans se considérer, eux-mêmes, comme immoraux. Ces mécanismes n'appartiennent spécifiquement à aucune nationalité ; il s'agit de vulnérabilités de la condition humaine.

L'histoire nous met en garde à maintes reprises contre les dangers de l'indifférence. **Martin Luther King Jr.** a observé : « *En fin de compte, nous ne nous souviendrons pas des mots de nos ennemis, mais du silence de nos amis.* » **Elie Wiesel** a soutenu pareillement que la neutralité aide l'opresseur plutôt que la victime.

L'archevêque **Desmond Tutu** a exprimé le même principe quand il écrivit que si l'on reste neutre dans des situations d'injustice, on a choisi en fait le côté de l'opresseur. Ces déclarations ne doivent pas être interprétées comme des exigences de choix politique, simpliste. Elles nous rappellent plutôt que la responsabilité morale va au-delà du simple fait d'éviter les mauvaises actions, soi-même ; cela comprend de réagir lorsque d'autres subissent d'évitables préjudices.

Cependant, le défi ne consiste pas seulement à condamner la lâcheté morale. La condamnation à elle seule fait rarement changer les esprits. Plus constructive, est, la compréhension de la manière dont le courage se développe. Le courage moral grandit grâce à une éducation qui encourage la pensée critique plutôt que la propagande. Cela grandit à travers les relations qui humanisent ceux perçus comme adversaires. Cela se développe à travers des institutions qui protègent la liberté d'expression et la recherche universitaire. Le courage grandit quand les individus voient les autres se parler honnêtement malgré la pression. Le courage, comme la peur, peuvent être contagieux.

La Palestine présente donc une opportunité non seulement pour la réflexion politique mais aussi pour l'éducation morale. Tout le monde peut se poser des questions difficiles. Est-ce que je recherche des informations auprès de sources diverses et crédibles ? Est-ce que j'applique les mêmes règles éthiques sans considérer la nationalité, l'origine ethnique ou religieuse ? Dois-je excuser les violations commises par ceux avec qui je m'identifie pendant que je condamne des actions identiques de la part d'autres ? Est-ce que je dois rester silencieux parce que parler pourrait entraîner des coûts personnels ? Ces questions sont pertinentes que l'on vive à Gaza, Jérusalem, Tel Aviv, Washington, Londres, Johannesburg, Tokyo ou

São Paulo.

En fin de compte, la lutte entre le courage moral et la lâcheté morale n'est pas fondamentale au sujet de la Palestine. Cela concerne toute l'humanité. La Palestine amplifie simplement les dilemmes qui existent partout : si le pouvoir est contraint par l'éthique, si la vérité prévaut sur la propagande, si l'empathie s'étend au-delà des frontières tribales, et si les gens ordinaires préfèrent suivre leur conscience plutôt que céder à la commodité.

Les générations futures examineront sans aucun doute cette période comme les historiens examinent maintenant l'esclavage, le colonialisme, la ségrégation, l'apartheid et d'autres systèmes d'injustice institutionnalisée. Ils demanderont ce que les gens savaient, ce qu'ils ont choisi de croire, qu'est-ce qu'ils ont fait et ce qu'ils n'ont pas fait. Ils reconnaîtront que certains individus – Palestiniens, Israéliens et internationaux – ont fait preuve d'un remarquable courage moral, en défendant l'universalité de la dignité humaine malgré d'énormes pressions. Ils reconnaîtront également que de nombreux autres, par le silence, l'indifférence, la rationalisation ou la participation active, ont permis à des souffrances inutiles de perdurer.

La leçon est intemporelle. Le courage moral change rarement le monde du jour au lendemain. **Pourtant, tout mouvement durable en faveur de la justice a commencé avec des individus désireux de dire une vérité qui dérange.** Leur exemple invite chacun de nous à ne pas se demander de quel côté l'histoire jugera le plus durement ; mais **si nos propres actions reflètent les valeurs que nous professons**. En ce sens, la Palestine n'est pas seulement une question politique. C'est un miroir dans lequel l'humanité se regarde en conscience.

Mazin QUMSIYEH
qumsiyeh.org/
palestinature.org/
popular-resistance.blogspot.com/

Texte original en anglais

Moral Courage and Moral Cowardice: Lessons from Palestine

((I am writing a research paper tentatively titled "*Moral Courage and Moral Cowardice: Lessons from Palestine*". Here is a short commentary style abstract and I would appreciate feedback on what the full paper should (and should not) cover: popular-resistance.blogspot.com/2026/07/moral-courage-vs-cowardice.html))

History rarely asks ordinary people to perform extraordinary acts. More often, it presents simple moral choices: to tell the truth or remain silent, to defend the vulnerable or look away, to challenge injustice or accommodate it. Palestine has become one of those defining moral tests of our era. It reveals not only the brutality of occupation, displacement, discrimination, and war, but also the character of those who witness these realities. It distinguishes between moral courage and moral cowardice.

Moral courage is not the absence of fear. Rather, it is the willingness to act ethically despite fear, inconvenience, social pressure, or personal cost. Moral cowardice, by contrast, is the decision to subordinate conscience to comfort, career, ideology, or conformity. These traits transcend nationality, religion, ethnicity, and political affiliation. Among Palestinians, Israelis, and international observers alike, one finds inspiring examples of courage as well as troubling examples of silence or complicity.

The history of social progress demonstrates that moral courage has always been the engine of change. The abolition of slavery, women's suffrage, labor rights, civil rights movements, decolonization struggles, and the defeat of apartheid in South Africa all depended on individuals willing to challenge prevailing systems of power. They faced ridicule, imprisonment, professional ostracism, violence, or worse. Yet history now remembers them not as radicals but as pioneers of justice.

Palestine belongs within this broader tradition. It is not unique because injustice exists only there; injustice exists everywhere. **Rather, Palestine illustrates with unusual clarity how systems of domination are sustained not merely by military force but also by narratives, bureaucracies, financial interests, diplomatic protection, and**

public silence. Every checkpoint, demolished home, imprisoned child, confiscated olive grove, or displaced community is made possible not only by those directly implementing these policies but also by countless others who decide that speaking out is too risky or too inconvenient.

This insight echoes the observation frequently attributed to **Edmund Burke** that "*the only thing necessary for the triumph of evil is for good people to do nothing.*" Although historians question whether Burke ever wrote these exact words, the sentiment captures a profound ethical truth. Injustice survives because too many people choose passivity.

Among Palestinians, moral courage is often expressed through remarkable resilience. Teachers continue educating children despite repeated disruptions. Physicians work under impossible conditions. Farmers return to cultivate lands despite harassment or destruction. Journalists continue documenting events despite grave risks. Artists preserve memory through culture, while scientists, environmentalists, and educators continue building institutions for future generations. Such courage does not eliminate suffering, but it affirms human dignity.

Yet Palestinians are not immune from moral failure. Some become resigned to corruption, factionalism, intolerance, or internal abuses. Others may remain silent when injustice is committed within their own communities. Moral consistency demands that courage includes confronting one's own society as well as external oppression.

Among Israelis, moral courage often requires confronting powerful social and political pressures. Israeli human rights defenders, lawyers, journalists, academics, former soldiers, medical professionals, and conscientious objectors who document abuses or oppose discriminatory policies frequently endure public vilification, legal harassment, professional consequences, and social isolation. Their voices remind us that citizenship does not require unquestioning loyalty to state policy. **Indeed, genuine patriotism may require holding one's own government accountable to universal ethical standards.**

At the same time, many Israelis either actively support policies that inflict severe harm on Palestinians or accept them as unavoidable. Others avoid engaging with uncomfortable realities because acknowledging them might challenge deeply held beliefs or social identities. The mechanisms are familiar: fear, denial, selective empathy, historical trauma, and political polarization. Understanding these mechanisms does not excuse them. **Every society must confront the ethical consequences of normalizing the suffering of others.**

Internationally, the spectrum is equally broad. Thousands of humanitarian

workers, researchers, journalists, lawyers, students, religious leaders, artists, and ordinary citizens have invested enormous effort in documenting violations, advocating for peace, providing humanitarian assistance, and defending international law. Many have accepted reputational risks, employment consequences, public harassment, or political attacks. **Their work exemplifies moral courage because it places principle above personal advantage.**

Yet international moral cowardice may be even more consequential. Governments frequently invoke universal human rights selectively, applying one standard to allies and another to adversaries. Universities sometimes hesitate to protect academic freedom when Palestine becomes controversial. Media organizations occasionally frame events in ways that obscure asymmetries of power or normalize recurring violence. Corporations may continue profiting from activities linked to occupation or conflict while avoiding ethical scrutiny. Individuals who privately recognize injustice often remain publicly silent to avoid controversy. **Silence itself becomes a political act.**

Psychology offers insight into why this occurs. The famous experiments of **Solomon Asch** demonstrated the power of conformity. **Stanley Milgram** revealed how ordinary individuals may obey authority even when doing so conflicts with conscience. **Philip Zimbardo** explored how institutional roles can shape behavior. More recent research on moral disengagement by **Albert Bandura** explains how euphemistic language, diffusion of responsibility, dehumanization, and displacement of responsibility enable people to tolerate harmful actions without perceiving themselves as unethical. **These mechanisms are not peculiar to any nationality; they are vulnerabilities of the human condition.**

History repeatedly warns us about the dangers of indifference. **Martin Luther King Jr.** observed that *"In the end, we will remember not the words of our enemies, but the silence of our friends."* **Elie Wiesel** similarly argued that neutrality helps the oppressor rather than the victim. Archbishop **Desmond Tutu** expressed the same principle when he wrote that if one remains neutral in situations of injustice, one has chosen the side of the oppressor. These statements should not be interpreted as demands for simplistic political alignment. Rather, they remind us that ethical responsibility extends beyond avoiding wrongdoing ourselves; it includes responding when others suffer preventable harm.

The challenge, however, is not merely to condemn moral cowardice. Condemnation alone rarely changes minds. More constructive is understanding how courage develops. **Moral courage grows through education that encourages critical thinking rather than propaganda.** It grows through relationships that humanize perceived

adversaries. It grows through institutions that protect freedom of expression and academic inquiry. It grows when individuals witness others speaking honestly despite pressure. Courage, like fear, can be contagious.

Palestine therefore presents an opportunity not only for political reflection but also for moral education. Every person can ask difficult questions. Do I seek information from diverse and credible sources? Do I apply the same ethical standards regardless of nationality, ethnicity, or religion? Do I excuse violations committed by those I identify with while condemning identical actions by others? Have I remained silent because speaking might carry personal costs? These questions are relevant whether one lives in Gaza, Jerusalem, Tel Aviv, Washington, London, Johannesburg, Tokyo, or São Paulo.

Ultimately, the struggle between moral courage and moral cowardice is not fundamentally about Palestine. It is about humanity. Palestine simply magnifies dilemmas that exist everywhere: whether power is constrained by ethics, whether truth prevails over propaganda, whether empathy extends beyond tribal boundaries, and whether ordinary people choose conscience over convenience.

Future generations will undoubtedly examine this period as historians now examine slavery, colonialism, segregation, apartheid, and other systems of institutionalized injustice. They will ask what people knew, what they chose to believe, what they did, and what they failed to do. They will recognize that some individuals—Palestinian, Israeli, and international—demonstrated remarkable moral courage by **defending universal human dignity despite enormous pressure.** They will also recognize that many others, through silence, indifference, rationalization, or active participation, allowed preventable suffering to continue.

The lesson is timeless. Moral courage seldom changes the world overnight. **Yet every lasting movement for justice has begun with individuals willing to speak an inconvenient truth.** Their example invites each of us to ask not which side history will judge most harshly, but whether our own actions reflect the values we profess. **In that sense, Palestine is not only a political question. It is a mirror in which humanity sees its own conscience.**

Mazin QUMSIYEH
qumsiyeh.org/
palestinature.org/
popular-resistance.blogspot.com/

Envoi personnel du 24/08/2026 d'un article par "Juives et juifs pour le respect des droits du peuple palestinien"

Site : juivesjuifspourpalestine.org

L'EUROPE À L'ÉPREUVE DE SES PRINCIPES

(Texte de tribune soumise aux journaux)

Source : juivesjuifspourpalestine.org/cisjordanie/
& blogs.mediapart.fr/juives-et-juifs-pour-les-droits-du-peuple-palestinien/blog/310826/l-europe-l-epreuve-de-ses-principes

Juives et Juifs de sensibilités politiques diverses, **nous sommes révoltés par les violences et les meurtres commis par des colons israéliens contre des Palestiniens en Cisjordanie.** Ces colons ont été armés par l'État, sont protégés par l'armée et agissent avec le soutien des plus hautes autorités d'Israël. Faisant fi de l'accord de cessez-le-feu, tueries et massacres sont perpétrés dans une indifférence totale, tant à Gaza qu'en Cisjordanie. Quant aux bombardements au Liban, ils n'ont jamais cessé. Les responsables de cette fuite en avant sont **l'ultradroite actuellement au pouvoir, l'armée, devenue l'une des plus immorales du monde, et ces colons messianiques et assassins.**

Combien de morts encore pour que la France et l'Europe agissent ? Selon une estimation des Nations unies, environ **70 % des personnes tuées à Gaza sont des enfants et des femmes.** Ces morts ne sont pas des chiffres, mais des personnes qui ont un nom, une famille, des ami·es. Citons seulement ici, à titre de symbole, **Tala Joumaa Mohammad Abou Matar.** Elle avait 8 ans. Elle a été tuée le 12 juillet dernier par des tirs israéliens à Gaza dans le camp de réfugiés d'Al-Maghazi. Pourtant, le cessez-le-feu a été conclu en octobre 2025 !

L'objectif des harcèlements et des attaques devenus habituels est d'effacer la culture des Palestiniens et de les empêcher de vivre sur leur terre. Celui de la guerre en cours est bel et bien **l'éradication du peuple palestinien.** La **Cour pénale internationale** a d'ailleurs émis **des mandats d'arrêt contre Benjamin Netanyahu et Yoav Gallant pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.** Par ailleurs, la **Cour internationale de justice (CIJ)** a jugé que **les politiques et pratiques d'Israël**

dans les Territoires palestiniens occupés violaient le droit international. De même, la **CIJ**, dans un premier verdict en janvier 2024, a ordonné qu'Israël prenne immédiatement des mesures pour garantir que son armée ne viole pas la Convention sur le génocide.

Ces décisions sont la conséquence d'actions criminelles perpétrées par Israël en Palestine. On ne peut pas reprocher à la presse de ne pas nous en informer, et pourtant, sous prétexte de ne pas encourager l'antisémitisme, l'Europe semble préférer le déni à la lucidité et s'enferme dans un lâche silence empreint de culpabilité. Certes, l'Espagne, l'Irlande et la Slovaquie ont pris position, la France a reconnu l'État palestinien et d'autres pays font parfois entendre leur voix. Mais, globalement, l'Europe a renoncé à défendre ses valeurs fondatrices ! Ainsi, le droit international est bafoué et l'on assiste à l'effondrement de toutes les valeurs morales qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avaient permis de redonner espoir en un monde vivable et pacifié. À bien des égards, l'Europe est en train de perdre son âme. Que lui restera-t-il si la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies à Paris en 1948, devient totalement obsolète, alors que la construction européenne s'y réfère ?

L'Europe est pourtant dotée de deux leviers d'influence déterminants sur la scène internationale : la puissance de son économie et de ses échanges commerciaux, ainsi que son *soft power*. L'Union européenne a signé un accord d'association avec Israël dont il est bon de rappeler les conditions d'application stipulées à l'article 2 : « *Les relations entre les parties ainsi que toutes les dispositions du présent accord sont fondées sur le respect des principes démocratiques et des droits fondamentaux de l'homme, tels qu'énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme qui inspire les politiques nationales et internationales des parties et constitue un élément essentiel du présent accord.* » L'Europe représente environ 30 % des exportations israéliennes, un peu plus pour les importations. Sur le plan du *soft power*, le double poids des mesures que l'on constate entre le traitement européen du conflit au Moyen-Orient et la guerre que la Russie mène contre l'Ukraine atteint profondément et durablement la crédibilité de l'Europe en matière de défense des droits humains fondamentaux et du droit international.

Pour terminer, nous tenons à faire une mise au point. Le gouvernement israélien prétend représenter non seulement les citoyens israéliens mais tous les Juifs du monde. Nous qui nous exprimons ici, en tant que Juives et Juifs du monde, récusons cette prétention : Israël n'est pas « notre » État et ne nous représente pas. Plus grave, la politique génocidaire menée par le gouvernement israélien actuel, qui porte si profondément atteinte aux valeurs humaines qui nous unissent, nous

est préjudiciable car l'une des conséquences est d'attiser l'antisémitisme en France et dans le monde.

Nous demandons au gouvernement français :

- de se joindre aux pays qui ont déjà pris position pour suspendre le volet commercial de l'**accord UE-Israël** ;
- de ne pas reprendre dans son projet de loi annoncé l'assimilation de l'antisionisme à une nouvelle forme d'antisémitisme, telle que présentée dans feu la proposition de loi Yadan ;
- d'appliquer les règles du droit international, notamment **les décisions de la Cour pénale internationale et de la Cour internationale de justice** ;
- d'agir pour que le **Liban** recouvre son intégrité territoriale ;
- d'œuvrer à la libération de l'ensemble des prisonniers politiques détenus en Israël, notamment **Marwan Barghouti**, porteur d'espoir de paix, et le docteur **Hussam Abu Safiya**, directeur du principal hôpital de Gaza.

Parmi les signataires : (voir à l'adresse URL: juivesjuifspourpalestine.org/cisjordanie ; elles et ils participent aux activités du collectif "*Juives et juifs pour le respect des droits du peuple Palestinien*").

"Juives et juifs pour le respect des droits du peuple palestinien"
juivesjuifspourpalestine.org

Transmission personnelle le 30/04/2026 d'un article par Pierre PÉGUIN

ISRAËL EST DEVENU UN DANGER POUR LES JUIFS DU MONDE ENTIER

Par Amira HASS

Source : les-crises.fr/israel-est-devenu-un-danger-pour-les-juifs-du-monde-entier/

(un article de *Haaretz* publié par *Les Crises* ; traduit par les lecteurs du site *Les-Crises*).

Sources originales sur Haaretz, publié le 17/03/2026 :

haaretz.com/opinion/2026-03-17/ty-article-opinion/israel-has-become-dangerous-for-jews-around-the-world/0000019c-f638-d938-a9fd-fe39928d0000

Concernant Amira Hass : (autrice et journaliste, collaboratrice au journal quotidien israélien *Haaretz* et correspondante pour les *Territoires occupés* [: zones occupées militairement et civilement encore aujourd'hui par Israël]).

haaretz.com/ty-WRITER/0000017f-da24-d494-a17f-de27b9aa0000

(Elle est la fille de deux survivants de la **Shoah** et née le 28 juin 1956 à Jérusalem, spécialement réputée parce qu'elle vit en Cisjordanie après avoir habité à Gaza et qu'elle rapporte les événements du conflit israélo-palestinien depuis les territoires palestiniens;

confer : fr.wikipedia.org/wiki/Amira_Hass)

D'Amsterdam à Détroit, les attaques contre les synagogues montrent comment les guerres et la rhétorique d'Israël se répercutent sur les communautés de la diaspora.

Israël est dangereux pour les Juifs, précisément parce qu'il se présente comme le représentant du peuple juif à travers les générations. Lorsqu'il bombarde l'Iran et écrase le Liban aux côtés des États-Unis, forçant des centaines de milliers de personnes à fuir leurs foyers, Israël le fait au nom du peuple juif, et pas seulement au nom de ses citoyens juifs.

Alors qu'il poursuit **une guerre d'extermination et de vengeance** – désormais à faible intensité – contre la population palestinienne, confinée à 48 % de la bande de Gaza, et après avoir présenté les Palestiniens comme un maillon d'une chaîne historique d'ennemis jurés, il agit en tant qu'ambassadeur des Juifs du monde entier.

Lorsqu'il donne carte blanche à ses colons et à ses *mista'arvim* (unités d'infiltration dont les membres se déguisent en Palestiniens) pour massacrer des Palestiniens, il envisage des Juifs de la diaspora qui viendront s'installer ou, à tout le moins, investiront leur fortune sur son territoire. Quand Israël accélère l'expulsion des Palestiniens de la majeure partie de la Cisjordanie vers des enclaves qu'il a planifiées de longue date, il le fait en pensant aux millions de Juifs qui pourraient encore être contraints de fuir et d'immigrer chez lui, si Dieu le veut, lorsque l'antisémitisme s'intensifiera.

Du 3 au 14 mars, au moins sept incidents violents ont été signalés contre des synagogues et une école juive ultra-orthodoxe au Canada, en Europe et aux États-Unis. Aucun n'a fait de victime. Le fait de choisir des institutions religieuses comme cibles pour des attentats à l'explosif, même avec un engin artisanal, sent l'antisémitisme à plein nez. Ces institutions sont associées à un groupe distinct et constituent donc des cibles évidentes et faciles pour des actes de violence. Il est fort probable que s'il y avait eu des victimes, celles-ci auraient été des Juifs n'ayant manifestement rien à voir avec ces événements.

Une attaque contre une synagogue, même si elle est initialement destinée à être symbolique, traduit une volonté d'instiller la peur et de nuire aux Juifs ailleurs. **Une attaque contre une synagogue de la diaspora, en particulier, est le reflet de la prétention d'Israël à représenter tous les Juifs et est donc extrêmement imprudente.** Elle pourrait encourager les gens à immigrer vers la terre entre la mer et le fleuve, ce qui va à l'encontre des intérêts palestiniens.

Mais les attaques rapportées sont aussi l'expression d'un désir de vengeance. Pour une famille anéantie, pour un quartier résidentiel qui a disparu, pour des enfants tirés tremblants des décombres. Qui mieux qu'Israël et ses citoyens juifs peut comprendre ce désir de vengeance ? Depuis le 7 octobre 2023, la vengeance sadique est le principe directeur de trop nombreux gardiens de prison, soldats, colons, informateurs passant au crible les publications Facebook, et les policiers.

« *Ce n'est pas du tout la même chose* » diront nos politiciens et nos diplomates. Et ils auraient raison. **Car la vengeance israélienne répond à un objectif géopolitique ancestral : purger le territoire de tous ses Arabes.** La vengeance contre nous est une vengeance pour elle-même, dépourvue de toute planification stratégique ou de toute logique.

Entre le vendredi 13 et le samedi 14 mars, un engin explosif a explosé près d'un mur extérieur d'une école juive à Amsterdam. La photo montre des traces de suie sur un tuyau et quelques briques. Environ 24 heures plus tôt, le 12 mars, un engin similaire avait explosé près d'une synagogue à Rotterdam. La porte d'entrée avait été endommagée. Un autre engin a explosé à l'aube du 9 mars sur le seuil d'une synagogue à Liège, en Belgique. Ses vitres et celles d'un bâtiment voisin ont été brisées.

Plus tôt, le 6 mars, des coups de feu ont été tirés sur une synagogue à North York, au Canada. Des douilles et des impacts de balles ont été retrouvés sur les vitres.

Et jeudi dernier, le 12 mars, un homme armé a foncé avec son véhicule dans le *Temple Israel*, une grande synagogue réformée située dans la banlieue de Détroit. Les policiers ont abattu le conducteur, qui a été identifié comme un Libanais dont la famille avait été tuée lors de bombardements israéliens. Dans tous les cas, la police est intervenue rapidement. Dans certains cas, une organisation chiite a revendiqué la responsabilité de ces actes.

Sur X, le ministre des Affaires étrangères Gideon Sa'ar a écrit : « *À Rotterdam, une synagogue a été attaquée hier. Mais les Pays-Bas ont jugé plus important d'intervenir dans l'affaire montée de toutes pièces par l'Afrique du Sud contre l'État d'Israël. C'est honteux !* »

Son adjointe, Sharren Haskel, s'est également exprimée sur X pour faire la leçon aux Pays-Bas, quoique de manière plus modérée : « *Les dirigeants européens sont confrontés à un moment décisif de l'histoire : ils doivent choisir entre l'islamisme radical et les valeurs de la civilisation démocratique occidentale... Les dirigeants européens doivent décider de quel côté ils se rangent dans ce chapitre de l'histoire humaine. Je ne m'excuserai jamais d'avoir défendu le peuple juif - en Israël et dans toute la diaspora. Pour moi, c'est un devoir moral.* »

Côté président israélien, Isaac Herzog a exprimé la solidarité d'Israël avec les Juifs des Pays-Bas lors d'une conversation avec les dirigeants de la communauté juive à Amsterdam et à Rotterdam.

Ces trois-là ont-ils jamais demandé à la police israélienne d'intervenir contre le « **judaïsme radical** » qui déclenche quotidiennement des pogroms bien réels en Cisjordanie ? Bien sûr que non. Eux-mêmes, ainsi que d'autres représentants israéliens qui s'empressent de réprimander les Européens et de crier à « *l'antisémitisme* » à la moindre trace de graffiti dans un cimetière, battent tous les **records d'hypocrisie et de deux poids-deux mesures**. Il en va de même pour les dirigeants juifs, officiels, de la diaspora, qui continuent de soutenir Israël quoi qu'il arrive et ne désavouent même pas publiquement **la violence meurtrière des colons, qui fait rage au nom de leur Dieu et de**

leur histoire.

Il est donc facile d'attribuer à chaque Juif de la diaspora une complicité et un soutien à toutes les atrocités commises par Israël et par les soldats et colons qu'il recrute à cette fin.

Amira HASS

Ses articles sur site de Haaretz

haaretz.com/ty-WRITER/0000017f-da24-d494-a17f-de27b9aa0000

--

Ceci est de la libre expression utilisant un carnet d'adresses à caractère personnel, sans lien avec une activité professionnelle ou commerciale, et n'est donc pas concerné par le RGPD (article 18 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey
site Internet : <https://jj-pat-rey.com/>
sous-domaine
<https://stats-au-monde.jj-pat-rey.com/>